

INPRECOR

Numéro 204 du 7 octobre 1985 - 12 FF - 85 FB - 4 FS



SPECIAL AFRIQUE DU SUD

Les débats dans le mouvement anti-apartheid

Sommaire du numéro 204 du 7 octobre 1985

3	DOSSIER AFRIQUE DU SUD	Les principaux points en débat au sein du mouvement de masse anti-apartheid	Peter BLUMER
9	--	Le Parti communiste et le front uni	DOCUMENT DU PC
12	--	« Un colonialisme de type spécial »	DOCUMENT DU PC
13	--	En défense de la Charte de la liberté	DOCUMENT DE L'ANC
14	--	Principaux extraits de la Charte de la liberté	DOCUMENT
16	--	Résolutions du Comité du Forum national	DOCUMENT
17	--	Manifeste du peuple d'Azanie	DOCUMENT DU FORUM NATIONAL
18	--	Question ethnique et question nationale ; un point de vue au sein du Forum national	Neville ALEXANDER
21	--	Le mouvement syndical et l'UDF : entretien avec un dirigeant du GWU	Propos recueillis par le <i>South African Labour Bulletin</i>
24	FEMMES	A Nairobi, les femmes débattent de leur libération	Ros YOUNG
		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	
		BOLIVIE : Halte à la répression antisyndicale. URUGUAY : Le PST rend hommage à Trotsky. IRLANDE : Grève pour boycotter les produits sud-africains. ITALIE : Liberté pour les militants emprisonnés.	
28	AMÉRIQUE LATINE	Face à la dette et à l'austérité, journée continentale de protestation le 23 octobre	Déclaration des sections latino-américaines de la IVème Internationale

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom - Prénom _ _ _ _ _

Numéro et Rue

Commune _____

[illegible]Réabonnement ☐Abonnement ☐

Les principaux points en débat au sein du mouvement de masse anti-apartheid

NOUS publions dans ce numéro plusieurs textes émanant d'organisations sud-africaines en lutte contre le régime raciste et illustrant la diversité des positions qui s'expriment aujourd'hui dans le mouvement des opprimés et des exploités de ce pays.

La lecture de la grande presse ne permet malheureusement pas de se faire un point de vue précis sur ces débats.

La désinformation délibérée de certains médias ou la superficialité de quelques autres se combinent pour aboutir parfois à des visions simplistes ou hautement fantaisistes de la situation des forces entrées en lutte.

Peter BLUMER

L'Afrique du Sud est un pays qui a déjà connu une très longue histoire de luttes populaires. Le Congrès national africain (ANC) a été fondé en 1912. De multiples organisations, regroupements, scissions ou alliances ont jalonné cette histoire. Des groupes politiques, des syndicats et une infinité de structures associatives sont nés puis ont disparu ou se sont recomposés tout au long des luttes et des résistances menées par les opprimés. L'Afrique du Sud n'a jamais été fermée aux grands débats qui ont traversé le mouvement ouvrier international. Un parti communiste s'est formé en 1921 et a connu une rapide stalinisation. Un courant trotskyste apparut au début des années 1930.

L'HÉRITAGE POLITIQUE DU MOUVEMENT ACTUEL

Les générations militantes des années 1930 et 1940 ont connu des débats virulents sur des questions comme celles des objectifs du processus révolutionnaire, de la politique de non collaboration avec le régime, des alliances de classes ou de la nature de la Seconde Guerre mondiale. Tout cela constitue un héritage politique et culturel laissé à la disposition du nouveau mouvement politique de masse.

Il ne faut évidemment pas surestimer la mémoire collective réelle dans ce pays où sévit une censure rigoureuse et où la répression a sérieusement fait reculer, au début des années 1960, les moyens de s'organiser politiquement. Mais l'Afrique du Sud n'est pourtant pas un pays où il y aurait une coupure historique telle qu'elle priverait les nouvelles générations militantes d'une connaissance des expériences antérieures. Cette continuité a d'ailleurs été favorisée par l'existence d'une intelligentsia parmi les opprimés et par la possibilité de publier, depuis une dizaine d'années, des analyses politiques

et des études historiques qui doivent toutefois respecter certaines formes pour tenir compte de la censure « antisubversive ».

Les développements économiques qu'a connus le pays ont spectaculairement élargi les rangs de la classe ouvrière industrielle noire (1). En même temps s'approfondissaient les différenciations sociales au sein de la petite bourgeoisie noire. Tout cela favorise évidemment les différenciations idéologiques : il serait d'ailleurs étonnant qu'une formation sociale aussi complexe et un mouvement ouvrier aussi dynamique puissent donner naissance à une sorte de monolithisme politique. La situation actuelle prouve au contraire que malgré l'oppression nationale, malgré le caractère central des revendications démocratiques dans la mobilisation des masses, et malgré la nécessité immédiate pour tous les opprimés de s'attaquer ensemble au régime d'apartheid, il y a tout de même une très grande diversité des points de vue politiques sur les problèmes tactiques immédiats et sur les perspectives à long terme. C'est en partie pour cette raison qu'il est absurde de vouloir coûte que coûte présenter l'ANC comme « le » mouvement de libération nationale et le seul représentant légitime du peuple sud-africain, ou encore le Congrès sud-africain des syndicats (SACTU), qui lui est lié, comme le seul représentant légitime de la classe ouvrière. Ce pays ne peut, pour des raisons liées à son développement social et économique, donner naissance à un mouvement nationaliste équivalent au Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) ou au Front de libération du Mozambique (FRELIMO). La différenciation des points de vue s'inscrit aussi naturellement dans la complexité de la formation sociale et nationale. Et cela débouche sur des pratiques différentes, dans la mesure où la mobilisation populaire permet à chacune de ses composantes de tester son projet politique et organisationnel dans la pratique.

Pourtant, la spécificité de la formation sociale sud-africaine, les développements économiques et sociaux de ces dernières décennies, tout comme la complexité des problèmes stratégiques et tactiques du combat contre le régime raciste, ont alimenté une diversité de positions politiques au sein même du mouvement de masse.

Le dossier que nous publions ci-après tente d'en dresser un premier tableau par la publication de documents de ces différents courants. Quant à l'article ci-dessous, il se fixe comme objectif d'éclairer la réflexion en pointant les principaux aspects du débat.

Les grandes grèves du Natal, en 1973, et le soulèvement des jeunes de Soweto en 1976, n'ont pas, par exemple, été inspirés et encore moins dirigés par l'ANC. Dans le premier cas, il s'agissait des premières expériences de lutte d'une nouvelle classe ouvrière, qui allaient permettre quelques années plus tard la croissance d'un nouveau type de syndicalisme indépendant. Dans le second cas, il s'agissait de l'apogée du courant nationaliste du Mouvement de la conscience noire, qui devait par la suite influencer une partie du mouvement ouvrier.

L'ANC apparaît, pour sa part, aujourd'hui, comme le principal courant du mouvement de masse. Il a bénéficié, après 1978, de l'adhésion d'une partie des militants du Mouvement de la conscience noire, qui quittaient l'Afrique du Sud sans perspective et qui trouvaient dans l'orientation de lutte armée que développait l'ANC dans les camps de réfugiés une réponse à leurs interrogations. Certains autres militants ont pu être gagnés à l'ANC dans les prisons racistes. Cette organisation est toujours perçue, aujourd'hui, par une partie du mouvement de masse, comme le seul débouché politique aux luttes quotidiennes, car les autres positions politiques ne se sont pas cristallisées, pour différentes raisons, en perspectives politiques concrètes aux yeux des masses.

L'ANC, qui se présente comme « le » mouvement de libération nationale, dispose à l'intérieur du pays d'un dense réseau de militants et de sympathisants actifs agissant dans les organisations communautaires et dans le mouvement syndical. Il est largement investi dans le Front démocratique uni (UDF) aux côtés de certains secteurs de l'Eglise et avec des organisations libérales blanches. Il est donc

1. Le terme « Noir » est utilisé en Afrique du Sud pour unifier les différentes composantes des opprimés. La législation d'apartheid classe la population en « Blanc », « Métis », « Indien » et « Africain ».

LES DERNIERS ARTICLES D'« INPRECOR » SUR L'AFRIQUE DU SUD

- « Les syndicats indépendants à l'avant-garde de la lutte contre l'apartheid », Nathan Palmer et Peter Blumer, numéro 125 du 3 mai 1982.
- « La mobilisation des opprimés contre la nouvelle Constitution raciste », Nathan Palmer, numéro 163 du 19 décembre 1983.
- « Un pas de plus vers la "Pax Americana" », Claude Gabriel, numéro 173 du 14 mai 1984.
- « Nouveaux progrès vers l'unification syndicale », numéro 175 du 11 juin 1984.
- « Nouvelle flambée des luttes des masses opprimées », Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IV^e Internationale du 9 septembre 1984, numéro 180 du 24 septembre 1984.
- « Montée des luttes et débat stratégique dans le mouvement des masses », Peter Blumer et Tony Roux, numéro 185 du 3 décembre 1984.
- « La répression, seule réponse du régime à la colère des masses noires », 'Ndabeni, numéro 196 du 13 mai 1985.
- « L'évolution de la politique américaine et la campagne pour le boycott du régime raciste », Peter Blumer, numéro 201 du 22 juillet 1985.
- « Mobilisation anti-apartheid aux Etats-Unis », Dianne Feeley, numéro 201 du 22 juillet 1985.
- « Bilan de la grève générale régionale du Transvaal », Document, numéro 201 du 22 juillet 1985.
- « Le régime de Pretoria sur la défensive », Nathan Palmer, numéro 202 du 9 septembre 1985. ■

à même de capitaliser à son profit une partie du mouvement de révolte actuel. Mais il n'a pas obtenu la direction du processus d'organisation de la classe ouvrière industrielle. Celle-ci reste largement organisée, au niveau des entreprises, par un mouvement syndical qui est assez souvent hostile à l'ANC et qui prévoit maintenant le lancement d'une centrale unitaire des travailleurs pour la fin de cette année. Enfin le contrôle croissant du Parti communiste sud-africain (SACP) sur l'appareil extérieur de l'ANC risque de plus en plus de faire apparaître la direction de l'ANC comme l'instrument de ce parti, ce qui ne fera que soulever de nouveaux débats avec les autres composantes du mouvement de masse.

Dans ces conditions, aucun a priori politique ne peut justifier que l'on taise la diversité actuelle des positions politiques. La lutte dans ce pays va durer. Elle sera très longue et très complexe. La prudence dans les pronostics doit aller de pair avec le souci de la précision. D'importantes modifications du panorama politique restent possibles. La solidarité envers toutes les composantes s'impose comme une nécessité impérieuse.

Les textes que nous publions dans ce dossier ne peuvent suffire à recenser l'ensemble des débats. Pour éclairer la réflexion sur ces questions, commençons donc par dresser un tableau des principaux points sur lesquels s'expriment ces divergences.

LA SITUATION DU MOUVEMENT OUVRIER

L'Afrique du Sud a connu une très forte croissance de son industrie et par conséquent une importante augmentation numérique de sa classe ouvrière noire entre 1965 et 1980. Cette jeune classe ouvrière constitue en elle-même un premier dilemme. Son existence même ne rend-elle pas nécessaire la construction

(ou la reconstruction) d'un nouveau mouvement ouvrier ? Est-il nécessaire, dès lors, de revoir entièrement le problème du développement des organisations ouvrières dans ce pays où n'existait pas auparavant une pareille base prolétarienne, au sens strict du terme ? Ce débat est un point de clivage entre, d'un côté, une bonne partie des directions syndicales et, de l'autre, le Parti communiste. Certains dirigeants du Forum national (NF) expriment là-dessus un point de vue assez proche de celui des syndicats.

Le Parti communiste, interdit en Afrique du Sud, a dénoncé de nombreuses fois de manière virulente ceux qui prétendaient vouloir organiser le mouvement ouvrier, alors qu'il estime que ce dernier existe déjà et qu'il dispose d'une avant-garde politique, précisément avec le PC. Pour la direction du PC, le mouvement syndical devrait dès lors trouver, au travers du SACTU, son cadre de référence et de regroupement en liaison avec l'ANC (2). Le SACTU, qui fut jusqu'au début des années 1960 une importante organisation syndicale, n'a plus joué ensuite qu'un rôle d'appareil en exil sous la direction de l'ANC. Il faut se garder de donner aujourd'hui au SACTU une influence dans le mouvement ouvrier identique à l'audience dont semblent disposer l'ANC ou l'UDF dans le mouvement de masse anti-apartheid. Les directions des principaux syndicats indépendants ont pour le moment acquis suffisamment d'autorité dans la classe ouvrière noire pour ne pas laisser au SACTU le même espace que l'absence d'alternative politique a laissé à l'UDF et à l'ANC pour développer leur influence.

En soulignant les responsabilités nouvelles des syndicats indépendants pour organiser le mouvement ouvrier, certaines directions syndicales expriment implicitement un projet politique à long terme, celui de permettre, par le développement des luttes ouvrières, l'éclosion d'une future direction prolétarienne (3). Le Parti

communiste y a répondu en expliquant que, par nature, les syndicats ne pouvaient faire de la politique comme le peut un parti. Il a aussi dénoncé, à partir de citations de Lénine, ce qu'il appelle « un marxisme légal » en Afrique du Sud (4).

En réalité, tous les protagonistes de ce débat comprennent qu'il y a aujourd'hui un vide, à cause de l'absence d'une direction politique prolétarienne dans un pays où existe une forte classe ouvrière concentrée et mobilisée. L'ANC peut remplir une partie de ce vide, mais il n'a pas encore été prouvé qu'il puisse le faire entièrement, dans la mesure où il lui faut également jouer le rôle d'un cadre large d'alliances multiclassistes. Le PC peut avoir cet objectif, mais il est aujourd'hui fort peu connu à l'intérieur et ne peut agir publiquement. Le mouvement syndical est encore bien trop hétérogène et trop fragile pour vouloir brûler les étapes dans sa prise de responsabilité politique. Rien n'est donc résolu sur ce terrain et les processus ne font que commencer.

LES RYTHMES DE MOBILISATION ET D'ORGANISATION DES MASSES

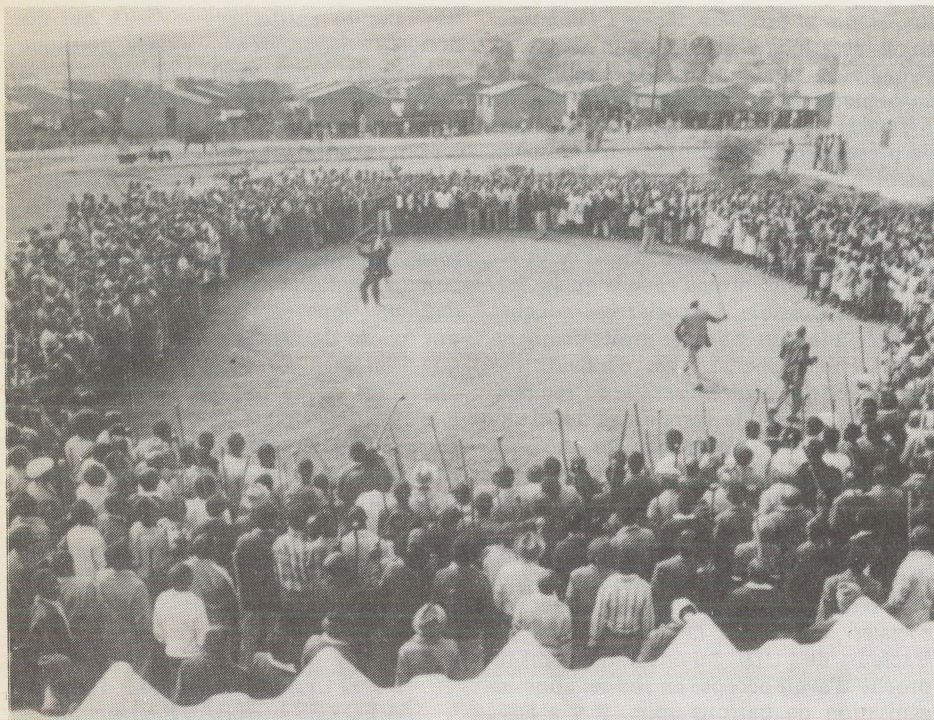
Pour les raisons soulignées plus haut, il y a aussi d'importantes divergences sur les questions tactiques et conjoncturelles, car chacune des composantes envisage à sa manière les problèmes de recomposition du mouvement de masse. Lorsqu'au début des années 1980 les organisations syndicales ont commencé à se développer, certaines comme la Fédération des syndicats sud-africains (FOSATU), ont considéré qu'il fallait utiliser de manière tactique les clauses imposées par l'Etat raciste, comme celles de l'enregistrement légal des syndicats ou de leur participation aux conseils industriels (5). D'autres considéraient que c'était là une compromission inacceptable avec le régime. Cette dernière position était partagée à la fois par les syndicats influencés par le Mouvement de la conscience noire, par l'ANC et par le SACTU. Il est possible d'ailleurs que l'attitude très dure du SACTU dans cette affaire soit en rapport avec le retard actuel de ce courant au sein du mouvement syndical. Peu à peu, en effet, les principaux syndicats en sont venus à accepter l'enregistrement et à participer aux conseils industriels. Les syndicats qui ont au contraire voulu en faire un point de clivage politique par principe, ont perdu dans ces conditions un peu de terrain, se trouvant ainsi marginalisés dans le processus d'unification syndicale en cours.

2. Voir *The African Communist*, organe du PC d'Afrique du Sud, Londres-Leipzig, numéro 93 du 2^e trimestre 1983, numéro 99 du 4^e trimestre 1984, et numéro 100 du 1^{er} trimestre 1985.

3. Cf. *Inprecator* numéro 185 du 3 décembre 1984. Pour le point de vue sur cette question de Joe Foster, secrétaire général de la FOSATU, voir son discours publié dans le livre *Power*, de Denis Mac Shane, Martin Plaut et David Ward, édition Spokesman, Nottingham, 1984.

4. « The dangers of "legal marxism" in South Africa », *The African Communist*, numéro 99 du 4^e trimestre 1984.

5. Sur ce débat, cf. *Inprecator* numéro 125 du 3 mai 1982 et numéro 150 du 23 mai 1983.



Une troupe de théâtre syndicale joue devant un rassemblement de délégués d'atelier. (DR)

On a retrouvé cette question des rythmes de la mobilisation et de la tactique à adopter pour organiser le mouvement des opprimés à propos de la constitution de l'UDF. Mis à part les divergences sur ce type de regroupement, sur lesquelles nous reviendrons plus loin, il y avait aussi, chez certaines organisations syndicales, l'idée qu'il fallait d'abord prendre le temps de stabiliser leurs propres rangs avant de se lancer à la légère dans d'autres formes d'activité. Leurs adversaires ont pris cette prudence comme argument pour dénoncer ce qu'ils analysaient comme un refus de la part des syndicats d'adopter des positions politiques. Il semble plutôt que la plupart des principales organisations syndicales aient fait le choix de parvenir d'abord à leur unification au sein d'une centrale unitaire avant de reconsidérer ensuite leur moyen d'agir politiquement. Cela ne les a tout de même pas empêchés de prendre des positions et d'agir contre les nouveaux projets constitutionnels de Pieter Botha, en appelant notamment au boycott des élections aux parlements métis et indien d'août 1984 (6).

Les divergences portent bel et bien sur les échéances et sur la tactique de construction du mouvement de masse. Les uns pensent que la base des associations communautaires, dans lesquelles le mouvement chartiste (qui se réclame de la Charte de la liberté adoptée par l'ANC en 1955, et dont nous publions des extraits dans ce dossier, nldr.), au travers de l'UDF, est très puissant, permet d'ores et déjà une certaine audace dans la mobilisation (7). Les autres estiment qu'avant d'en arriver là il faut d'abord stabiliser l'organisation ouvrière dans les entreprises. Dans le mouvement syndical, des organisations comme le Syndicat général des travailleurs sud-africains (SAAWU), qui sont, elles, très liées au courant chartiste, ont adhéré à l'UDF. Des centrales

comme le Syndicat général des travailleurs (GWU), le Syndicat des travailleurs de l'alimentation et de la conserverie (FCWU) ou la FOSATU, n'ont par contre rejoint ni l'UDF ni le Forum national. Le Conseil des syndicats d'Afrique du Sud (CUSA) a fait, quant à lui, le choix tactique d'adhérer aux deux, sans prendre une part importante à leurs activités.

LA QUESTION DE LA DÉMOCRATIE

Toujours en relation avec les différentes analyses faites sur le mouvement ouvrier, un autre débat concerne la question de la démocratie dans le mouvement de masse. Les plus grands syndicats soulignent régulièrement la préoccupation qui est la leur, celle d'éduquer leurs membres en matière de démocratie ouvrière, certains d'entre eux fonctionnant sur la base de réseaux de délégués d'atelier (shop-stewards).

Personne, évidemment, n'est venu leur contester le droit de se préoccuper de démocratie. Mais la question prit une nouvelle dimension à propos de l'UDF. Certains syndicats reprochent à ce front de n'être qu'un cartel de diverses directions d'organisations unifiant leurs adhérents grâce à un sigle, mais ne permettant pas à la base militante de réelle-

ment décider de l'orientation politique menée au sommet. Cette question a pris une plus grande ampleur lorsqu'en mars 1985 une divergence est apparue entre les organisations membres de l'UDF et certains syndicats pour lancer un mot d'ordre de grève à Port-Elisabeth. Chacun arguant qu'il avait obtenu démocratiquement l'avis de sa base, l'UDF était en faveur de l'appel à cette grève, alors que les syndicats étaient favorables au report de l'action. La divergence déboucha sur une dure polémique et des syndicalistes furent même menacés de mort par des groupes qui leur faisaient le reproche de trahir la lutte (8).

LES DIFFÉRENTES APPROCHES THÉORIQUES DE LA QUESTION NATIONALE

L'analyse de la question nationale est l'un des points les plus compliqués de la situation sud-africaine, et elle débouche systématiquement sur des pratiques militantes différentes.

Le Mouvement de la conscience noire, bien qu'il ait fortement évolué, connaissant une différenciation politique au cours de ces dernières années, a eu comme base idéologique l'idée que les opprimés dans leur totalité (« Métis », « Indiens » et « Africains ») devaient se libérer psychologiquement et idéologiquement en rompant avec la mentalité d'esclave et avec les valeurs blanches. Cela a abouti, d'une certaine manière, à la théorie des deux nations, celle des Blancs et celle des Noirs. Pour certains des membres de ce courant, la nation opprimée en formation ne pouvait trouver son avant-garde réelle chez les seuls Africains, considérés comme les plus opprimés et les plus exploités.

Le courant de l'ANC et du PC a pour sa part maintenu jusqu'à présent la théorie du « colonialisme interne » et du « colonialisme d'un type spécial ». Ce faisant, il a estimé qu'il y avait en Afrique du Sud plusieurs « nationalités » distinctes, à savoir les Blancs, les Africains, les Métis et les Indiens. Il ne pouvait par conséquent qu'être en faveur de mouvements politiques de masse distincts pour chacune d'entre elles, l'ANC revenant aux Africains (9). En réalité, depuis la fin des années 1950, l'ANC a débattu de l'entrée des Blancs dans ses rangs, et il vient de décider, à son dernier congrès, tenu en juin 1985 en Zambie, l'entrée dans sa direction de dirigeants blancs, métis et indiens.

Un troisième point de vue s'est exprimé, notamment au sein du Forum natio-

6. Cf. *Inprecor* numéro 163 du 19 décembre 1983.

7. L'éditorial de la revue *Work in Progress* d'août 1985, numéro 38, donne un point de vue mesuré sur l'état actuel de la mobilisation et des rapports de forces sur le terrain en écrivant : « Il est difficile de savoir si "l'incapacité à gouverner" certains townships est la conséquence de la solidité ou bien de la faiblesse du niveau d'organisation. Mais il est douteux que des organisations ou des dirigeants contrôlent les townships à l'heure actuelle. (...) Le gouvernement, par l'intermédiaire de son armée et de sa police, sera peut-être capable de reprendre le contrôle de certains townships. Mais le test,

pour les mouvements démocratiques des années 1980, est de savoir si des structures progressistes peuvent survivre à cette période. Ni la politique de mobilisation populaire ni la colère de la jeunesse marginalisée suffisent pour poser une menace au pouvoir de l'Etat. Une organisation des masses basée sur des structures disciplinées, sur la participation démocratique et avec une direction responsable devant des sections locales organisées, constitue le fondement sur lequel une société alternative peut être bâtie. »

8. *Work in Progress*, numéro 37, Johannesburg.

9. Cf. *The African Communist*, numéro 98 du 3^e trimestre 1984.

nal, où l'objectif de construire une nation égalitaire et sans discrimination est lié, selon les défenseurs de cette position, à la nécessité de construire des organisations classistes non raciales, c'est-à-dire ouvertes à tous et à toutes (10). Le PC dénonce violemment cette interprétation de la question nationale et rejette la conception du Forum national selon laquelle la lutte en Afrique du Sud est « *nationaliste dans son caractère et socialiste dans son contenu* » comme position ultra-gauchiste (11).

Personne ne semble pourtant s'opposer à l'idée qu'il faille, par la lutte, construire une nation. Et personne ne paraît non plus s'opposer à l'idée que ce processus sera lié à la lutte pour le socialisme. Mais le débat n'est pas pour autant byzantin. Car la manière dont chacun analyse la question nationale sert à déterminer les alliances de classe, notamment avec les couches petites bourgeoises indiennes et métisses et avec certains secteurs libéraux blancs. Et cela se combine avec le débat sur la nature du processus révolutionnaire. La diversité de la terminologie en vigueur au sein du mouvement de masse anti-apartheid — non racial, multiracial, conscience noire, multinationalisme — renvoient donc à des débats précis et à des pratiques politiques différentes.

LES ALLIANCES DE CLASSE

Comment faut-il combiner, dans le contexte sud-africain, la question nationale et la question sociale ? Selon leur réponse à cette interrogation, les organisations politiques et syndicales aborderont de manière différente la question des relations avec les couches les plus privilégiées de la petite bourgeoisie noire. Sous le régime d'apartheid, cette couche sociale est évidemment soumise aux mêmes lois ségrégationnistes que le reste de la communauté opprimée. Mais il existe incontestablement, notamment chez les Métis et les Indiens, une petite bourgeoisie cos-

sue, stable et prospère. Grâce au commerce, il s'est même constitué un début de bourgeoisie indienne. Et un phénomène analogue commence à apparaître chez les Africains, même s'il s'agit fréquemment de prête-noms pour des activités de sociétés blanches dans les townships (quartiers populaires noirs) ou les bantoustans.

Le problème posé à tous ceux qui veulent abattre le régime d'apartheid est de savoir à quel niveau et sous quelle forme il est possible d'associer ces couches sociales à la lutte pour les droits démocratiques. Le problème n'est d'ailleurs pas tant celui de la mobilisation de ces couches sociales sur le terrain des droits démocratiques et nationaux, du moment qu'elles se mobilisent assez spontanément, du fait de leur nature sociale, sur ces questions. Le problème réside plutôt dans les formes organisationnelles au travers desquelles leurs préoccupations doivent être reliées aux luttes démocratiques et sociales des masses laborieuses. Les détracteurs de l'UDF lui ont notamment reproché d'avoir accepté en son sein une organisation de patrons noirs. Il y a aussi d'importantes divergences sur des organisations comme le Congrès indien du Natal (NIC) et le Congrès indien du Transvaal (TIC), tous deux membres de l'UDF et qui sont perçus par certains comme des groupements qui font le jeu de cette petite bourgeoisie indienne, puisqu'elles existent en tant qu'organisations structurées sur une base ethnique distincte. Là encore, il ne s'agit nullement de débats scolaires. L'UDF a toujours revendiqué son caractère multiclassiste et certains courants voient dans cette organisation un danger pour les intérêts à long terme des masses laborieuses.

Dans la pratique quotidienne, cette question a des conséquences tactiques certaines. Il est facile de comprendre que les positions de l'UDF, que relaye parfois la presse de l'ANC, sont sous-tendues par une conception stratégique qui est celle

de « l'unité antifasciste ». Ceux qui dénoncent vigoureusement cette politique expliquent, entre autres, qu'elle retarde l'unité nationale des opprimés en favorisant des organisations qui ne sont pas « non raciales » puisqu'elles regroupent des gens sur la base de leur classification ethnique en vigueur sous la législation d'apartheid. Il reste que certaines de ces prises de position peuvent apparaître comme tenant insuffisamment compte des questions tactiques. C'est en effet une chose de critiquer des organisations que l'on juge dangereuses, mais c'en est une autre de ne pas répondre en positif à la nécessité de gagner une bonne partie de la petite bourgeoisie noire au combat des opprimés. On trouve parfois sur cette question des réponses quelque peu sectaires ou ouvriéristes, qui font pendant à l'ouverture extrême de la direction de l'UDF envers les organisations représentant ces couches sociales petites bourgeoises.

LES RELATIONS AVEC LES LIBÉRAUX BLANCS

Le problème n'est pas en rapport avec les Blancs, démocrates ou progressistes, qui agissent à titre personnel ou s'intègrent dans les organisations pour y militer. Il est aussi fort peu question des ouvriers blancs qui, dans certains cas, peuvent être attirés par le mouvement syndical progressiste mais qui, pour l'essentiel, se situent aujourd'hui à droite ou à l'extrême droite, afin de défendre leur position privilégiée d'aristocratie ouvrière, c'est-à-dire de caste protégée par l'apartheid. Le débat porte plutôt sur les relations envers certaines couches sociales blanches en tant que telles et leurs organisations. Là encore, l'entrée dans l'UDF de mouvements comme le Syndicat national des étudiants sud-africains (NUSAS) ou le mouvement de défense des droits civiques l'Echarpe noire (Black Sash), ont soulevé la polémique, car ces organisations sont parfois considérées comme des chevaux de Troie dans le mouvement démocratique (12).

Plus généralement se pose donc la question des relations avec les libéraux, dont la direction politique est effectivement assumée par les secteurs dominants

Les courants de l'opposition à l'apartheid

Un certain nombre de grandes forces militantes agissent aujourd'hui de manière indépendante dans le mouvement de masse.

Le Congrès national africain (ANC) intervient également au travers de deux structures qui lui sont liées, son aile armée « Umkhonto we Sizwe » (Le fer de lance de la Nation) et le Congrès sud-africain des syndicats (SACTU). Ces organisations se revendiquent de la Charte de la liberté, document adopté en 1955 par le Congrès du peuple, c'est-à-dire l'ANC et deux autres organisations représentant les « peuples » non Blancs, ainsi que par le syndicat qui leur était lié et une organisation de libéraux blancs. C'est ce qu'on appelle le courant « chartiste ».

Le second courant est celui de la Conscience noire, dont la principale cristallisation politique est aujourd'hui l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO).

L'appareil des Eglises liées à l'Alliance mondiale des Eglises réformées représente une autre sensibilité. On trouve une autre sensibilité constituée par certaines directions des principaux syndicats indépendants.

Il existe bien d'autres forces, que l'on rencontre d'ailleurs dans les regroupements unitaires ou dans les initiatives de masse, que l'une ou plusieurs des quatre grandes forces que nous venons de citer organisent ou structurent, mais nous avons ainsi dégagé les forces qui pèsent aujourd'hui le plus lourd dans les débats et le militantisme du mouvement de masse.

Enfin, il existe deux grands regroupements unitaires de masse, le Front démocratique uni (UDF), où se mêlent entre autres l'ANC et les Eglises, et le Forum national (NF), où se côtoient l'AZAPO et quelques groupes de gauche. ■

10. Conférence de Hammanskraad, 11 et 12 juin 1983. Publication du Forum national, Johannesburg, 1983.

11. *The African Communist*, numéro 97 du 2e trimestre 1984.

12. Ces deux organisations blanches sont définies comme suit par le livre *The Struggle for South Africa, a Reference Guide to Movements, Organisations and Institutions*, Zed Press, Londres, 1984 :

NUSAS : « Organisation étudiante anti-apartheid ouverte à tous les étudiants, mais basée essentiellement parmi des étudiants blancs (dans leur majorité écrasante d'origine bourgeoise) dans les universités anglophones. (...) Le NUSAS constitue une des principales forces de gauche au sein des institutions libérales. »

Black Sash : « Organisation basée parmi des femmes blanches d'origine bourgeoise. (...) En 1981, elle a appuyé une résolution qui déclarait que les principes de la Charte de la liberté offraient « la seule alternative viable au système actuel exploiteur et répressif ». »



L'évêque Desmond Tutu s'adresse à la foule aux funérailles d'une victime du système de l'apartheid. A droite, une banderole du Syndicat de la métallurgie, signe de la force croissante du mouvement syndical indépendant. (DR)

du capital financier et industriel majoritairement composé par la partie anglophone de la bourgeoisie. Les libéraux sont de plus en plus actifs en Afrique du Sud. Ils font évidemment partie de la stratégie impérialiste et le voyage d'Edward Kennedy au printemps 1985 n'était pas innocent de ce point de vue, tout comme l'entretien recherché par des patrons sud-africains avec l'ANC en septembre 1985 (13).

Le courant chartiste lui-même devrait d'ailleurs avoir à résoudre rapidement à ce propos une contradiction importante. Il présente en effet la Charte de la liberté comme le programme minimum de la révolution démocratique, et celle-ci prévoit « le transfert à la communauté » des principales richesses « à caractère de monopole ». Mais, en même temps, l'UDF et l'ANC cherchent un accord tactique avec certains secteurs libéraux. Une question fut récemment posée à ce sujet au dirigeant de l'ANC, Oliver Tambo, par un journaliste de l'hebdomadaire nord-américain *Newsweek*. Le leader de l'ANC y a répondu de manière assez vague en déclarant : « L'Afrique du Sud est fondamentalement très riche, mais ces richesses appartiennent à un petit nombre de personnes. Trois grosses sociétés, Barlow Rand, Anglo-American et Sanlam contrôlent peut-être les trois-quarts des richesses du pays. Les Noirs n'ont presque rien, mais la plupart des Blancs en sont également exclus. La répartition des richesses est très injuste et ces monopoles vont disparaître. Mais, au-dessous de ce niveau-là, il y aura beaucoup de place pour le secteur privé. » (14) L'ANC pourrait être tenté de résoudre la contradiction entre son

programme déclaré et la recherche d'un accord avec des secteurs libéraux, en ne considérant plus la Charte de la liberté comme son programme minimum, mais comme un objectif plus éloigné.

LES RELATIONS DU MOUVEMENT DE MASSE AVEC L'ANC

Bien que l'ANC soit très influent dans une partie substantielle du mouvement de masse, il n'y est pas à proprement parler hégémonique. Mais les autres composantes du mouvement de lutte contre le régime raciste, quelles qu'elles soient — Eglises, syndicats, mouvements politiques —, se doivent tout de même de définir leur position vis-à-vis de cette organisation. Alors qu'il se présente parfois lui-même comme un front national dans lequel tout le monde aurait sa place, les autres composantes du mouvement de masse perçoivent l'ANC comme un courant politique bien délimité.

La question de l'attitude à adopter vis-à-vis de l'UDF a ainsi été appréhendée par beaucoup comme la question de l'unité avec l'ANC. De la même manière, au sein du mouvement syndical, les organisations qui se présentent comme les plus chartistes bien que minoritaires, se font les propagandistes de l'établissement d'une liaison organique entre la future fédération syndicale unitaire et l'appareil du SACTU en exil. Jusqu'en 1981, le SACTU avait assez largement sous-estimé l'importance de la formation de nouveaux syndicats indépendants à l'intérieur du pays. Après avoir reconnu l'existence de ce mouvement, le SACTU tenta de lui proposer son parrainage politique, sans grand succès

pour l'instant. A l'extérieur, dans la solidarité, les représentants du SACTU n'ont parfois pas hésité à réécrire l'histoire, en présentant les nouveaux syndicats comme l'œuvre du travail clandestin des militants de l'ANC et du SACTU. Ainsi, le message du SACTU aux syndicats canadiens, en 1983, affirmait : « Le régime d'apartheid ne pourra jamais tolérer des syndicats puissants et progressistes en Afrique du Sud. Par conséquent, il faut qu'il y ait une deuxième couche de dirigeants. Le SACTU a consciemment décidé de rentrer dans la clandestinité, afin de former cet autre niveau. (...) Le SACTU est le pilier qui soutient les syndicats qui travaillent dans la légalité ; sans lui, le mouvement syndical non racial et indépendant tel qu'il est aujourd'hui n'existerait pas. » (15) Cette sorte d'auto-proclamation est loin de séduire les directions syndicales de l'intérieur, qui savent bien que l'histoire réelle n'est pas vraiment celle-là.

Cependant, le SACTU dispose d'un atout, celui de représenter l'ANC, c'est-à-dire l'expression d'un certain débouché politique aux luttes ouvrières. Les directions syndicales qui sont en désaccord avec le courant chartiste ont donc dû préciser leurs points de vue « politiques » pour faire contre-feu à cette pression. Cette confrontation politique a pu, dans certains cas, prendre la forme de scissions

13. Sur la visite de Kennedy, voir *Inprecor* numéro 201 du 22 juillet 1985.

14. *Newsweek*, New York, du 16 septembre 1985.

15. En français, *SACTU News Letter*, été 1983.



Un symbole de l'apartheid. (DR)

syndicales. Ce fut notamment le cas dans le syndicat des travailleurs noirs des médias, quand les partisans de l'adhésion à l'UDF décidèrent de créer un nouveau syndicat (16).

La question de l'ANC est maintenant de plus en plus liée à celle du PC. Les débats qu'a connus l'ANC depuis vingt ans sur l'entrée de militants blancs dans ses rangs se sont largement combinés à la discussion concernant ses rapports avec le PC. Ce fut notamment le cas au moment du précédent congrès de Morogoro en 1969, et cela vient de se reproduire lors du nouveau congrès de l'ANC en juin 1985. Joe Slovo, dirigeant blanc du PC et déjà dirigeant de l'aile militaire de l'ANC vient d'intégrer le comité exécutif national (NEC) de l'ANC. Le secrétaire général du PC est par ailleurs aussi membre de la direction de l'ANC. En réalité, voilà fort longtemps que l'influence du PC sur l'ANC est très forte. Mais la nouvelle situation politique implique sans doute de nouvelles exigences pour l'appareil extérieur. Les documents théoriques des deux mouvements — ANC et PC — sont de plus en plus ressemblants et cette osmose déplace la question des rapports avec l'ANC à un autre niveau politique. En effet, il semble bien que l'ANC ait décidé de rendre beaucoup plus explicite ses rapports politiques avec le PC sud-africain.

Tous ceux qui veulent constituer une alternative au courant ANC-PC ont généralement fait grand cas du sectarisme du courant chartiste et de sa tendance à privilégier les alliances avec les libéraux blancs. L'UDF, par exemple, a été parfois dénoncé comme un cadre de collaboration de classe, à cause de la présence en son sein d'une organisation de petits patrons noirs, ou de celle du NUSAS. En réalité, l'UDF est d'abord dans la pratique une alliance entre l'ANC et les Eglises qui s'opposent à l'apartheid. A trop insister sur la présence des libéraux, on peut paradoxalement en arriver à sous-estimer dangereusement le rôle des Eglises comme instrument de contrôle du mouvement de masse.

D'autre part, l'agitation faite contre la collaboration avec les libéraux ne peut, pour être crédible aux yeux des larges

masses, s'appuyer sur le seul argument de la présence du NUSAS dans l'UDF. C'est une chose de penser que l'UDF représente une tentative de faire le pont avec une partie du patronat blanc, c'en est une autre de croire que les masses opprimées sont immédiatement capables d'une telle extrapolation politique, aussi fondée puisse-t-elle être. Parmi les courants du mouvement de masse qui font preuve d'une sensibilité antistalinienne, certains pourraient penser que l'impérialisme et le grand capital sud-africain vont s'engager immédiatement dans une sorte d'accord avec la direction de l'ANC et du PC identique à celui réalisé au Zimbabwe en 1980 entre les Britanniques et l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU), de Robert Mugabe. Il semble pourtant que l'ampleur du mouvement de masse, sa radicalisation progressive et l'importance des intérêts stratégiques occidentaux dans ce pays limitent la possibilité d'un tel processus.

LA LUTTE ARMÉE

Après la répression des années 1960, l'ANC a choisi la voie de la lutte armée à partir des pays frontaliers de l'Afrique du Sud. Essentiellement définie comme une lutte armée rurale jusqu'en 1977, cette activité n'apporta en réalité aucun résultat probant (17). A partir de 1978, tirant le bilan des événements de Soweto, l'ANC s'oriente vers des actions armées en milieu urbain. Il serait d'ailleurs plus juste de parler de « propagande armée » que de lutte militaire. L'ANC a réalisé une série d'opérations très spectaculaires, comme l'attentat contre la grande usine d'Etat, Sasol.

Cette activité propagandiste porte sans aucun doute certains fruits en accordant un certain crédit à l'ANC au sein du mouvement populaire. Mais deux critiques importantes sont faites contre ces actions. Certains y voient une activité en partie irresponsable qui se termine systématiquement par le sacrifice des militants, n'affaiblissant en rien le dispositif répressif du régime et desservant finalement ceux qui veulent construire patiemment des organisations de masse. Avec la nouvelle situation et la violence spontanée des masses, il est aussi apparu que la pratique de lutte armée de l'ANC n'a pas servi à faire progresser pour le moment l'autodéfense de masse. Face à l'armée, les manifestants n'ont toujours que des moyens assez rudimentaires pour se défendre. Ceux qui ont pu s'enthousiasmer pour les opérations de commando de l'ANC, notamment certains jeunes, sont maintenant dans l'attente d'une réponse concrète sur la question de la défense des townships contre la police et l'armée. Bien que tous les courants sont évidemment confrontés à la même question, l'ANC, qui a bâti une bonne partie de sa popularité sur sa capacité à mener des actions de commando, va devoir montrer maintenant s'il se préoccupe aussi de l'autodéfense populaire et des problèmes de la violence des masses opprimées.

Dans ce pays, la préparation et l'organisation des masses pour la violence est

d'autant plus importante qu'il serait vain et illusoire d'espérer d'importants clivages dans l'armée bourgeoise. L'armée sud-africaine est pour l'essentiel une armée blanche faite pour défendre la domination d'une race. Une politique de défaitisme antimilitariste ne peut avoir, dans ce contexte, d'autres ambitions que de parvenir tout au plus à décourager certains jeunes Blancs d'effectuer leur service militaire dans une armée raciste. Mais à la question décisive de la violence de masse, aucune force progressiste n'a encore apporté de réponse satisfaisante.

LES PERSPECTIVES STRATÉGIQUES

Tous ces débats aboutissent invariablement à des divergences sur la nature de la révolution à venir dans ce pays. Le PC et l'ANC ont clairement défini la nécessité d'une étape de révolution nationale et démocratique pour pouvoir préparer les conditions du passage au socialisme. Du côté de forces comme l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO) et du Forum national, les directions, encore très hétérogènes, n'ont pas toujours totalement éclairci cette question. Mais ce dernier courant fait une propagande générale pour le socialisme et semble, dans certains documents, vouloir expliquer que la résolution des tâches démocratiques passe par la lutte pour le socialisme (18).

L'UDF, de son côté, n'a pas pris de telles positions programmatiques, dans la mesure où ce n'est pas la fonction que lui ont assigné ses fondateurs. Enfin, certains syndicats, notamment dans leur presse, ont systématiquement imprimé des articles d'éducation sur le capitalisme, sur les classes sociales et sur la lutte pour le socialisme. Généralement, tout le monde s'accorde à dire que la prise de conscience du mouvement de masse s'effectue d'abord sur le terrain des luttes démocratiques et nationales. Les divergences portent sur le rôle de la classe ouvrière dans la lutte et sur la nature sociale de l'Etat né de la lutte révolutionnaire, susceptible de résoudre les questions nationale et démocratique en suspens.

Les lois anticomunistes et les contraintes apportées à la presse limitent toutefois la clarté de ces débats. Les positions du PC et de l'ANC peuvent être facilement connues, puisqu'ils publient des revues à l'extérieur de l'Afrique du Sud et qu'ils sont clandestins à l'intérieur. Les autres organisations, quelles qu'elles soient, se trouvent dans l'obligation de mesurer leurs paroles et leurs écrits. Cela complique évidemment la nécessaire confrontation des idées.

Peter BLUMER,
le 15 septembre 1985.

16. Sur la scission dans le Media Workers Association of South Africa (MWASA), voir *South African Labour Bulletin*, numéro 4, vol. 9, février 1984.

17. L'Afrique du Sud est à maints égards un pays où une guérilla rurale est impraticable.

18. Cf. *Le Manifeste du peuple d'Azanie*, publié en annexe. Publication du Comité du Forum national, Johannesburg, 1983.

Le Parti communiste et le front uni

NOUS publions ci-dessous des extraits d'un article intitulé « Front uni pour mettre fin à l'apartheid, la voie de l'action de masse en Afrique du Sud », signé par L. Mzansi et paru dans l'organe du Parti communiste sud-africain, *The African Communist*, numéro 97, du second trimestre 1984. Cet article définit l'approche stratégique qui, selon le PC, doit

déterminer la ligne d'action dans le mouvement de masse.

Pour d'autres développements sur le même thème, on peut se reporter au numéro 101 d'*African Communist*, qui contient une résolution du comité central du PC. Toutes les citations de ce texte ont été traduites par nos soins et les références sont celles des publications en langue anglaise. ■

L. MZANSI

Le discours annuel pour l'année 1984 du président du Congrès national africain (ANC), le camarade Oliver R. Tambo — un document riche en perspicacité théorique et pratique — fait remarquer que l'effervescence révolutionnaire dans notre pays a « plongé la clique raciste dirigeante dans une crise aux dimensions de plus en plus profondes ». Le document poursuit en expliquant que les récentes manœuvres sur le front constitutionnel entreprises par le Parti national constituent une reconnaissance implicite du caractère insoluble de la crise (1). Le régime raciste est engagé dans « la gestion de la crise », dans une tentative désespérée d'empêcher que la situation ne devienne complètement incontrôlable. « Autrement dit, poursuit la déclaration, les fascistes reconnaissent qu'ils ne peuvent plus gouverner comme avant » (2).

Le régime a commencé à trafiquer l'apartheid, afin de protéger la domination blanche. Parmi les réformes introduites, on compte la nouvelle Constitution, qui accorde aux Métis et aux Indiens une forme truquée de représentation au Parlement, et la Loi sur les municipalités noires, qui prétend accorder aux « Noirs urbains » un degré plus important de participation à la gestion des ghettos urbains.

La déclaration du président Tambo souligne que ces mesures représentent une réaction à la montée révolutionnaire croissante de la majorité opprimée dans notre pays et pose la question suivante : « Quels objectifs intermédiaires devons-nous fixer, en nous basant sur ce que nous avons déjà réalisé et en préparation de la prochaine étape dans notre marche en avant vers la victoire ? »

Dans un passage clef, le président (de l'ANC, ndlr.) expose les forces et les structures qui constituent l'offensive contre l'apartheid : « Notre lutte révolutionnaire repose sur quatre piliers. Ceux-ci sont, en premier lieu, l'activité globale d'avant-garde des structures clandestines de l'ANC, deuxièmement l'action de masse unitaire des peuples, troisièmement notre offensive armée, dont le fer de lance est constitué par Umkhonto we Sizwe et, quatrièmement, l'offensive internationale pour isoler le régime d'apartheid. » (3)

Le présent article va essayer d'examiner quelques-unes des implications du deuxième pilier, celui de l'action de masse unitaire des peuples, à la lumière de

l'expérience du mouvement ouvrier mondial et surtout de la contribution théorique de Georgi Dimitrov sur les questions du front unique et du front populaire.

La résistance populaire de masse à l'apartheid et à la domination blanche a atteint des sommets sans précédent dans notre pays. Comme jamais auparavant, de larges couches du peuple travailleur, de la jeunesse, des femmes et de l'intelligentsia sont entraînés dans l'action politique. Ce développement, par son propre élan, a ouvert des possibilités pour le développement de nouvelles formes de lutte et pour la mobilisation de secteurs toujours plus larges de nos peuples. Mais l'organisation d'une résistance populaire de masse pose des problèmes spéciaux, à la fois au niveau de l'activité pratique et à celui de la compréhension théorique.

Pour les communistes, cette nouvelle situation leur donne des responsabilités particulières. Comme l'a fait remarquer Lénine : « Afin d'apporter le savoir politique aux travailleurs, les sociaux-démocrates (c'est-à-dire les communistes) doivent aller parmi toutes les classes de la population, doivent envoyer des unités de leur armée dans tous les sens. (...) Nous devons assumer nous-mêmes la tâche d'organiser une lutte politique universelle, (...) de façon à obtenir le soutien de toutes les couches d'opposition pour la lutte et pour notre parti. » (4)

Nous devons prendre note de l'accent mis par Lénine sur l'ampleur de la tâche à laquelle est confronté le parti ouvrier, qui doit s'adresser à toutes les classes et à toutes les couches d'opposition.

En ce qui concerne l'art d'aller vers les larges masses, il y a beaucoup à apprendre de l'expérience des années 1930 du front populaire contre le fascisme et la guerre et de son théoricien, Georgi Dimitrov.

1. La nature de cette crise est analysée dans la déclaration du comité central du Parti communiste sud-africain (SACP) de septembre 1983, publiée dans *The African Communist*, numéro 96, premier trimestre, 1984.

2. O. R. Tambo, « Liberation is in Sight. Analysis of the Present Situation in Apartheid South Africa and a Call to the People by the ANC » (La libération est en vue. Analyse de la situation actuelle en Afrique du Sud de l'apartheid et appel de l'ANC au peuple), Londres, 1984, p. 1-2.

3. Ibid., p. 1.

4. V. I. Lénine, *What is to be Done* (Que faire ?), in *Selected Works*, in 3 vols, Vol. 1, Moscow, Progress Publishers, 1975, p. 153.

trov. Mais, en appliquant ces leçons à notre propre lutte, nous devons garder constamment en tête la mise en garde adressée par Dimitrov au 7e congrès de l'Internationale communiste en 1935 : « Il est nécessaire, dans chaque pays, d'examiner, d'étudier et de préciser les particularités, les caractéristiques nationales spécifiques, (...) et définir en conséquence des méthodes et des formes de lutte efficaces. Lénine nous a constamment mis en garde contre (...) des méthodes stéréotypées (...) (et contre) la réduction et l'identification mécaniste des règles tactiques, des règles de lutte. » (5)

C'est surtout en abordant le problème du travail parmi les masses les plus larges et les classes et couches non prolétaires que nous devons faire attention aux conseils de Lénine de faire preuve « de la plus grande flexibilité en matière (...) de tactique » (6). Mais une telle flexibilité tactique ne doit jamais se confondre avec l'opportunisme ou l'abdication de la lutte idéologique.

LES FORMES DE LUTTE

L'adresse de Dimitrov au 7e congrès de l'Internationale communiste (IC) en 1935 représentait le point culminant de nombreuses années de lutte de la classe ouvrière contre la menace croissante du fascisme. Cette lutte comprenait des affrontements armés et des combats de rue. Mais elle comprenait également la lutte du mouvement ouvrier « avec lui-même », surtout pour arriver à une compréhension plus claire de la nature du fascisme.

Bien qu'il soit revenu à Dimitrov d'en présenter la formulation définitive, ce processus de compréhension fut collectif,

5. G. Dimitrov, « For the Unity of the Working Class against Fascism », Sofia, Sofia Press, 1969, p. 88.

Georgi Dimitrov (1882-1949) : dirigeant communiste bulgare. Vivant en exil en Allemagne, il fut arrêté par les nazis en 1933 et accusé d'être responsable de l'incendie du Reichstag. Au cours du procès qui suivit, il attira l'attention internationale par sa façon courageuse de mener sa propre défense. Acquitté et libéré, il s'est installé en Union soviétique où il est devenu secrétaire exécutif de l'Internationale communiste, poste dans lequel il joua un rôle de premier plan au 7ème congrès de l'IC en 1935 où fut adoptée la politique de front populaire. Il fut premier ministre de Bulgarie de 1946 à 1949.



Yousouf Dadoo (à gauche) et Moses Madhida en septembre 1979. Dadoo, qui est mort en 1983, fut président national du PC sud-africain, vice-président du conseil politico-militaire de l'ANC et ancien président du Congrès indien d'Afrique du Sud. Madhida est actuellement secrétaire général du PC et membre du comité exécutif de l'ANC. (DR)

et l'expérience de nombreux partis communistes (par exemple ceux de France, d'Italie et de Bulgarie) joua un rôle important (7).

La stratégie fondamentale élaborée par Dimitrov et adoptée par l'IC consistait à former le front le plus large possible de classes et de couches démocratiques sur la base de la défense des droits démocratiques, contre le fascisme et la guerre. Au cœur de ce front populaire large devait se trouver un front unique des organisations et partis ouvriers, fondé sur un pacte entre les communistes et les sociaux-démocrates et sur l'unification de leurs centrales syndicales respectives (...).

En premier lieu, il fallait définir le point le plus vulnérable de l'ennemi, dans ce cas le point vulnérable du fascisme. Dimitrov définit le « talon d'Achille » du fascisme de manière très simple : sa composition sociale était très hétérogène (8). Le fascisme se présentait comme le champion de la nation tout entière mais, en réalité, il représentait les éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie. Il s'en suivait que le développement d'un front large devait se fonder sur les intérêts des différentes couches qui ne pouvaient pas être satisfaits par les fascistes et qui furent, au contraire, ignorés ou bien foulés aux pieds. « Dans chaque pays il y a certaines questions clef (...) autour desquelles la lutte pour le front unique doit être développée. » (9)

Deuxièmement, ces questions clef devaient être abordées et exprimées dans un langage clair que les masses pouvaient comprendre. « Nous devons apprendre à nous adresser aux masses, non pas avec le langage des formules livresques, mais avec celui de combattants pour la cause des

masses, dont chaque parole et chaque idée reflète les pensées et les sentiments les plus profonds des masses. » (10)

Enfin, il fallait être prêt à trouver des formes de lutte nouvelles et de nouvelles méthodes d'organisation pour qu'avec le développement du mouvement de masse, celui-ci puisse passer des actions défensives aux actions offensives conduisant (dans les conditions de cette époque-là) vers une grève politique de masse.

LA RÉVOLUTION NATIONALE DÉMOCRATIQUE

En nous efforçant d'appliquer les leçons de Dimitrov et du front populaire à notre propre époque et à notre propre lutte, il est aussi important de comprendre ce qui en diffère que ce qui lui ressemble. Les différences sont très simples mais aussi très importantes.

Premièrement, notre lutte se définit comme une révolution nationale démocratique, dont le contenu principal est la libération nationale du peuple africain, et qui doit aboutir à un Etat démocratique dans lequel toutes les minorités opprimées trouveront l'expression la plus large de leurs aspirations et de leurs intérêts. Il s'agit d'une lutte pour établir le pouvoir de la majorité contre une petite minorité blanche qui a monopolisé le pouvoir politique et économique.

Deuxièmement, le contexte dans lequel la question de l'action de masse a été soulevée (non de façon abstraite mais par la vie elle-même) et dans lequel des organisations comme les syndicats démocratiques et le Front démocratique uni (UDF) sont apparues, est caractérisé par le fait que les masses populaires ont pris

l'offensive et conservent l'initiative. A cet égard, notre situation est radicalement différente de celle des années 1930, quand la classe ouvrière était sur la défensive contre l'assaut fasciste.

La première différence — le caractère national démocratique de notre révolution — a deux implications importantes. D'abord, elle signifie qu'il existe une forte base objective pour consolider l'unité de toutes les classes, couches et groupes nationaux au sein de la majorité noire opprimée, sur la base de la lutte pour le pouvoir de la majorité. Bien qu'il serait erroné de sous-estimer, ou même de nier l'existence de différenciations de classes et ethniques parmi les opprimés, il serait encore plus erroné et même dangereux de les exagérer.

Cela signifie qu'il n'est pas difficile d'identifier les questions autour desquelles l'unité la plus large possible des opprimés peut être forgée. Comme l'a exprimé Dimitrov, « le chemin est tracé par la vie elle-même ainsi que par l'initiative des masses elles-mêmes » (11). C'est ce que voulait dire le camarade Tambo quand il déclarait que « la création de l'UDF fut un produit de la détermination de notre peuple d'être son propre libérateur » (12).

Deuxièmement, le caractère national-démocratique de notre révolution nous permet d'identifier le « talon d'Achille » de notre ennemi aussi précisément et avec aussi peu de mots, bien que différents, que l'a fait Dimitrov. Le point le plus vulnérable des oppresseurs blancs réside dans leur petit nombre et leur pourcentage en voie de diminution par rapport à la population totale. (...)

Une compréhension juste de la deuxième différence entre la situation qu'avait connu Dimitrov et notre propre lutte — le fait que nous soyons à l'offensive —, nous montre aussi comment nous pouvons frapper de la manière la plus efficace contre ce « talon d'Achille » et détruire le pouvoir blanc minoritaire. Pour trouver la réponse, nous pouvons retourner à Dimitrov. Ecrivant sur la différence entre le front unique (comprenant seulement des organisations ouvrières) et le front populaire (dans lequel il y a aussi des démocrates paysans, petits bourgeois et bourgeois), il déclara : « Certains camarades se creusent la tête tout à fait inutilement pour savoir par où il faut commencer : le front unique prolétarien ou le front populaire antifasciste. (...) Le front unique prolétarien et le front populaire antifasciste sont liés par la dialectique vivante de la lutte, (...) ils sont entrelacés, l'un se transformant en l'autre dans le processus de la lutte pratique. » (13)

6. V. I. Lénine, in *Selected Works* in 1 volume, Moscow, Progress Publishers, 1968, p. 575.

7. Central Committee of the CPSU, 1971, *Outline History of the CI*, Moscow, Progress Publishers, p. 350-351 et p. 356-359.

8. G. Dimitrov, op. cit. p. 44.

9. Ibid., p. 36.

10. Ibid., p. 87.

11. Ibid., p. 46.

12. O. R. Tambo, op. cit., p. 3.

13. G. Dimitrov, op. cit. p. 91.

C'est dans ce sens-là que nous devons chercher la réponse aux questions qui sont posées par l'action de masse unitaire : son rapport dialectique aux autres « piliers » de notre lutte, l'ANC dans la clandestinité, la lutte armée et la campagne internationale de solidarité. Que le niveau de développement de ces quatre « piliers » ait été inégal, c'est la manifestation d'une loi universelle du développement social. Cela signifie que notre mouvement doit être prêt à déplacer l'axe de la lutte suivant l'évolution des conditions. Cela crée aussi des possibilités positives pour développer la lutte de masse.

LA CHARTE DE LA LIBERTÉ

En conséquence des actions armées et du travail clandestin politique de l'ANC, le prestige et l'influence de notre mouvement au sein des masses sont aujourd'hui plus grands que jamais auparavant. La Charte de la liberté, programme de notre révolution nationale démocratique, est devenue le principal point de rassemblement et l'inspiration de la majorité opprimée, ainsi que des démocrates blancs. Aujourd'hui, c'est par rapport à la Charte de la liberté que toutes les forces et tous les regroupements politiques sont obligés de définir leurs positions. C'est ce fait politique qui a fourni la base pour la naissance du Front démocratique uni et qui trace la voie de son développement ultérieur.

Il n'est pas nécessaire qu'une organisation comme l'UDF prenne formellement position par rapport à la Charte de la liberté. Cette position a été définie par la vie elle-même. Comme l'a indiqué Mac

Maharaj dans une contribution percutante à *Mayibuye*, l'UDF n'est pas une alliance mais un front d'organisations qui expriment leurs positions en termes d'adhésion à la Charte de la liberté.

Ce qui est important, ce n'est pas que l'adhésion à la Charte soit une condition d'adhésion à l'UDF, mais que celles de ses composantes qui adhèrent à la Charte, par la discussion patiente et fraternelle, et encore plus par l'action commune, rendent toujours plus évidente l'importance centrale de la Charte et son rôle historique dans la lutte qui se déroule.

Cela étant le cas, il n'est pas nécessaire non plus de formuler des conditions minimum artificielles qui se situeraient en deçà du niveau de la Charte en matière d'élaboration politique et dont on pourrait s'emparer pour bloquer la discussion ouverte et l'action commune qui se développent à la lumière des idéaux de la Charte. C'est la tâche de l'ANC et des communistes de fournir le levain idéologique pour élever la lutte de masse à des hauteurs toujours plus grandes. Encore plus important, c'est la tâche de ces organisations d'avant-garde de définir les tâches concrètes qui sont devant nous et de découvrir les thèmes autour desquels l'action de masse puisse être suscitée, sur la base la plus large possible. Pour reprendre les paroles de Lénine : « Il faut savoir à chaque moment trouver le maillon particulier de la chaîne qu'il faut saisir de toutes ses forces, afin de garder toute la chaîne en place et d'avancer résolument vers le prochain maillon. » (14)

Le principe directeur pour chercher ce maillon est fourni par Dimitrov : définir le point le plus vulnérable de l'ennemi.

Si ce point vulnérable est constitué par l'incapacité de l'ennemi de continuer à gouverner comme avant et la nécessité devant laquelle il se trouve de développer de nouveaux moyens de faire participer des secteurs des opprimés à leur propre domination par le système, alors il en découle que les tâches concrètes de la lutte de masse doivent être dirigées pour faire échouer cet objectif.

C'est dans ce sens-là que nous devons comprendre le passage clef suivant du discours du camarade Tambo : « Nous devons commencer à nous servir de notre force accumulée pour détruire les organes de gouvernement du régime de l'apartheid. Nous devons miner et affaiblir son contrôle sur nous, exactement en faisant échec à ses tentatives de nous contrôler, (...) en rendant inopérants les instruments d'autorité de l'ennemi, (...) (et) en créant des conditions dans lesquelles le pays devienne de plus en plus ingouvernable. » (15). (...).

Notre mouvement tient les sommets du terrain politique sud-africain en ce moment. Ceux qui refusent de se joindre à de telles actions communes, que cela soit pour des raisons politiques sectaires ou par opportunisme pur et simple, vont se placer à l'extérieur de la lutte. Les masses elles-mêmes se chargeront d'assurer cela.

L. MZANSI,
African Communist,
numéro 97, second trimestre 1984.

14. V. I. Lénine, *Collected Works*, vol. 22., p. 464.

15. O. R. Tambo, *op. cit.*, p. 2.

« Bien sûr, nous aimons la liberté ». (DR)



" Un colonialisme de type spécial "

LE document que nous publions ci-dessous est extrait d'un article intitulé « Les réformes de Botha n'ont pas modifié le "colonialisme d'un type particulier" », paru dans *The African Communist*, organe du Parti communiste d'Afrique du Sud (SACP), sous la signature de Denga, dans le numéro 100 du premier trimestre 1985. Ce texte résume l'analyse de la situation actuelle par le PC d'Afrique du Sud. ■

DENGA

Voilà plus de vingt ans que le Parti communiste sud-africain caractérise le système en Afrique du Sud comme un colonialisme interne (ou un colonialisme d'un type spécial). (...)

Comme le constate le programme du PC, l'apartheid tel qu'il existe aujourd'hui représente une prolongation aussi bien qu'une intensification des rapports coloniaux qui existaient avant que les Britanniques aient transféré le pouvoir aux colons locaux. Son évolution vers des formes modernes fut aussi déterminée par beaucoup d'autres facteurs, tels que l'équilibre des forces entre les opprimés et les oppresseurs, les rapports à l'intérieur de la classe dominante, etc. Mais, en dernière analyse, le système d'apartheid s'est développé comme il l'a fait pour répondre à l'impératif capitaliste du profit.

A partir des constats précédents, nous pouvons tirer deux conclusions. D'abord, c'est cette méthode historique concrète qui nous amène à caractériser le système comme un colonialisme interne. Tenter d'échapper à cette réalité historique conduit à des pièges conceptuels tels que celui du « capitalisme racial », qui sent le subjectivisme dans les écrits de ceux qui s'en servent. Le système est considéré comme étant un produit du mauvais génie des classes dirigeantes plutôt que formé sur la base de circonstances concrètes, objectives, historiques. Ce concept nous amène aussi à croire que l'oppression nationale n'engendre pas des contradictions antagoniques qui ne peuvent être résolues que par le moyen d'une révolution, mais que la classe dirigeante elle-même peut les résoudre si elle le veut bien. (...)

LES CONTRADICTIONS ANTAGONIQUES

Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, le niveau de développement des forces productives en Afrique du Sud est tel que ces dernières sont depuis longtemps entrées en conflit avec les rapports de production. La conséquence sociale directe réside dans la contradiction aiguë entre le Capital et le Travail. Il ne fait pas de doute que les conditions matérielles préalables au socialisme existent en Afrique du Sud, c'est-à-dire un certain niveau d'industrialisation, des contradictions socio-économiques et la force qui peut faire la révolution (la classe ouvrière).

Cependant, comme nous l'avons indiqué, le système capitaliste en Afrique du Sud possède un caractère spécifique dont les origines se trouvent dans ses racines coloniales. Les rapports de production expriment plus que de simples rapports économiques. Ils reflètent aussi la place politique des différents secteurs de la société. Pour un travailleur noir, le montant de son salaire est déterminé bien avant qu'il n'entre sur le marché du travail. A l'entreprise, le patron est blanc et la situation du travailleur noir vis-à-vis de son homologue blanc est déterminée par le code légal sur la base de sa couleur. Donc, la nature de l'exploitation d'un travailleur noir se manifeste en tout premier lieu dans le contexte de la place qu'il occupe au sein de l'équation raciale, dans la façon spécifique par laquelle les rapports de production se manifestent sous le colonialisme interne. Donc, non seulement il perçoit la situation dans l'entreprise à travers l'écran colonial, mais il s'identifie également avec les autres qui appartiennent comme lui à la « caste » inférieure. Il ne s'agit pas là d'une fausse conscience, mais d'un reflet de la contradiction la plus immédiate de la société sud-africaine, celle entre le peuple opprimé et la classe dominante.

Il ne faut pas comprendre cela dans le sens que les luttes économiques quotidiennes des travailleurs noirs prennent automatiquement un contenu politique. Prises isolées, ces luttes constituent une tentative des travailleurs de vendre leur force de travail à un prix plus élevé dans les limites des rapports coloniaux existants. Cependant, dans la mesure où la lutte des classes, au sens politique, n'est pas une lutte abstraite et « pure » contre un capitalisme abstrait, mais une lutte menée dans des conditions concrètes, la lutte du travailleur noir pour l'amélioration de sa condition est inévitablement entremêlée à la lutte pour l'émancipation nationale de l'oppression coloniale. Seule cette lutte peut obtenir pour la classe ouvrière les conditions nécessaires de l'émancipation du Travail. Et dans la lutte pour détruire le colonialisme interne, toutes les classes et couches qui souffrent sous son joug sont des participants actifs. (...)

L'ALIGNEMENT DES FORCES DE LA RÉVOLUTION

Pour tout mouvement révolutionnaire, une analyse juste du caractère du sys-

tème doit avoir comme objectif d'identifier les forces pour le changement aussi bien que celles contre lesquelles ces forces sont dressées. Le système d'oppression nationale en Afrique du Sud (le colonialisme interne), comme tout autre système antagonique, « n'a pas seulement forgé les armes qui vont le détruire, mais aussi les hommes qui vont manier ces armes ». Ces forces sont, en tout premier lieu, les travailleurs noirs, qui constituent la force la plus dynamique et la plus révolutionnaire, et ensuite la paysannerie sans terre, la petite bourgeoisie noire et les autres couches moyennes. En bas de l'échelle se trouve la masse du peuple africain, « les plus opprimés et exploités de tous ». De l'autre côté, la plupart des secteurs non bourgeois parmi les Blancs appuient et défendent de manière active le système dont ils bénéficient matériellement, bien que, comme le constate le programme du Parti communiste, ce ne soit pas dans leur intérêt à long terme. Quelques individus clairvoyants parmi eux se sont joints au peuple noir, opprimé et combatif. (...)

La vie politique sud-africaine est mouvante. Les actions indépendantes historiques des forces démocratiques ont jeté le désarroi au sein de la classe dirigeante, et le processus très long de désintégration des vieilles alliances parmi la classe dirigeante et ses partisans semble aller vers son aboutissement. Une discussion sur le « colonialisme d'un type spécial » ne peut pas ignorer ce processus historique, en particulier en ce qui concerne ses effets sur les secteurs non capitalistes de la communauté blanche. L'intensification des actions armées et de masse de la majorité démocratique oblige le régime à recourir à des méthodes de domination de plus en plus étroitement autoritaires par rapport à la communauté blanche.

Quels seront les effets à long terme sur cette communauté ? Un repli dans le laager (camp retranché, ndlr.) de Botha (1) ? Quelles sont les implications du fait que le Front démocratique uni attire dans ses rangs des forces qui vont des libéraux jusqu'aux révolutionnaires ? Avons-nous saisi toute la signification stratégique du mot d'ordre de l'UDF, « L'UDF unit, l'apartheid divise » ? Est-ce juste de caractériser des actions en faveur de la démocratie entreprises par des secteurs de la communauté blanche comme des « actions de solidarité » (ou, quand il s'agit de travailleurs blancs, d'actes d'« internationalisme prolétarien ») ? (...)

DENGA,

The African Communist,
numéro 100, premier trimestre 1985.

1. Laager : terme afrikaan désignant le camp retranché formé par un cercle de chariots, utilisé par les Afrikaaners au 19e siècle pour résister aux révoltes des tribus africaines dont ils colonisaient les terres.



L'ANC en défense de la Charte de la liberté

LE document ci-dessous est constitué d'extraits d'un article publié dans le numéro de juillet et août 1985 de *Sechaba*, organe de l'ANC. L'article répond aux critiques émises, notamment par l'AZAPO qui est membre du Forum national (NF), au sujet de la Charte de la liberté qui est le

programme de base de l'ANC.

De manière assez significative, le sous-titre de cet article affirmait dans *Sechaba* : « La Charte de la liberté est notre étoile du Nord ».

MZALA

Une critique de la Charte de la liberté a été produite depuis peu par un comité qui se donne le nom de Forum national et qui a été lancé par quelques personnes en Afrique du Sud comme une organisation opposée au Front démocratique uni (UDF). A sa conférence de fondation, le Forum national a adopté un certain nombre de résolutions ainsi qu'un « Manifeste du peuple d'Azanie » qui est présenté comme un document alternatif à la Charte de la liberté. Selon le *Rand Daily Mail* du 13 juin 1983 : « un appel distinct à l'unité a été émis par le Comité du Forum national, composé en majeure partie de groupes de la Conscience noire. (...) Le Forum national selon monsieur Mkhabela de l'AZAPO, n'est pas une organisation mais seulement un comité dont les buts sont de faciliter les discussions communes entre groupes noirs ».

A la fin de cette conférence du Forum national (d'autres ont depuis ratifié le « Manifeste ») l'assemblée adopta le « Manifeste du peuple d'Azanie » (que nous appellerons maintenant le Manifeste azanien), désignant le « capitalisme racial » comme le véritable ennemi du peuple opprimé d'Afrique du Sud et s'efforçant d'œuvrer pour l'établissement d'une « République antiraciste et socialiste ». Les lecteurs de la presse sud-africaine se rappelleront comment le magazine *The Pace* de septembre 1983 (un magazine qui réussit fort bien dans la promotion du Showbiz mais qui échoue tristement à donner une juste vision politique de l'Afrique du Sud) commenta la signification historique de l'adoption de ce Manifeste azanien : « Le peuple opprimé a maintenant deux documents explicitant le contenu de la lutte ; d'une part la Charte de la liberté, de l'autre le Manifeste qui est sur la ligne de la Conscience noire ».

On ne peut s'empêcher de s'émerveiller devant l'incapacité de ce journal à comprendre la signification de la Charte de la liberté dans l'histoire de l'Afrique du Sud. (...).

Les organisateurs de la conférence du Forum national nous diront probablement qu'ils ont organisé un forum de débats pour créer l'unité du peuple opprimé contre la constitution de Botha et les décrets criminels de Koornhof. Il n'y a pas le moindre doute que toute tentative d'unification du peuple opprimé pour une lutte déterminée contre la constitution

frauduleuse et les décrets mortels est une bonne chose. Personne ne conteste le fait que la construction de l'unité est et reste la tâche centrale pour tous les sud-africains politiquement conscients, indépendamment de leurs convictions idéologiques. Mais le drapeau de l'« unité » ne doit pas être un faux signe de ralliement : le cri de l'unité ne doit pas être utilisé pour cacher des activités et des intentions de désunion, ce que, nous l'espérons, la masse de notre peuple n'aura pas à voir.

A l'apogée des efforts de construction d'un front uni de tous les amoureux de la liberté et de la démocratie afin de s'opposer à la fraude constitutionnelle de Botha, alors que les masses se ralliaient à la Charte de la liberté et que chacun était poussé par le désir de préserver l'unité du peuple contre l'oppression et de manifester la force politique et le prestige moral de notre lutte pour les libertés par la formation du Front démocratique uni (UDF) — à cet instant précis — le comité du Forum national, sans la moindre nécessité apparente, appela brusquement à une conférence pour que soit adoptée une sorte de « Manifeste du peuple d'Azanie ». Un tel effort peut-il être qualifié d'unitaire ?

Tout comme pour les critiques de la Charte de la liberté, leur manière de se moquer des décisions d'un véritable congrès historique et représentatif du peuple qui rédigea la Charte de la liberté et de se détourner de l'immense opinion démocratique du mouvement de masse qui prend forme actuellement en Afrique du Sud, leurs manières de se dissocier de ces revendications solennelles de démocratie pour le peuple revient au mieux, à plaider pour l'opportunisme, au pire pour la défense d'intérêts particuliers. (...).

Néanmoins pour les défenseurs du Manifeste azanien, la position politique de la Charte de la liberté n'est pas assez révolutionnaire et, en tant que maîtres de la théorie du socialisme, ils veulent une « république socialiste des travailleurs » en Azanie ! Selon le secrétaire général de l'AZAPO, dans le numéro d'octobre du magazine *Drum* « le problème avec la Charte semble être qu'elle est assimilable par le capitalisme. Le Manifeste du peuple azanien est socialiste. Les chartistes ont une limite (...) ils vont vers une impasse ».

Il est vrai, comme nous le montrerons par la suite avec de plus amples détails, que contrairement au Manifeste azanien (qui se prétend socialiste), la

Charte de la liberté n'est pas un document socialiste, mais un document national démocratique. La Charte de la liberté est fondée sur les réalités historiques de notre pays et l'une de ces réalités est que tous les noirs, travailleurs ou non, sont nationalement opprimés et sont par conséquent impliqués dans une révolution nationale et démocratique. La Charte de la liberté affirme ainsi la nécessité de la création d'un gouvernement populaire comme une alternative de principe au système raciste de l'apartheid. (...).

Peut-être que les protagonistes du Manifeste azanien sont de sincères socialistes et non pas des « bandits idéologiquement perdus » comme les appelle Zinzi Mandela, mais leur probable sincérité n'est pas la question. Nous connaissons beaucoup de socialistes en Afrique du Sud qui ont un grand respect pour la Charte de la liberté et qui de la même manière, si ce n'est pas plus que d'autres, se battent pour sa réalisation. Le problème est de savoir pourquoi ces messieurs « socialistes » d'Azanie dédaignent un programme démocratique pour une république populaire ? Pourquoi veulent-ils au nom du socialisme sauter la révolution nationale démocratique, en ignorant les intérêts du peuple dans son ensemble ? (...).

L'essence réelle de l'actuelle phase de notre révolution n'est pas de vaincre pour le socialisme mais, comme la Charte de la liberté le montre, de vaincre pour la démocratie, pour une vraie république avec le pouvoir au peuple, à tout le peuple ! Les rédacteurs du Manifeste azanien n'ont pas vu la signification révolutionnaire de cette étape, c'est-à-dire la signification de la lutte pour une indépendance nationale réelle et pour l'autodétermination.

Nelson Mandela disait en 1956, dans un article déjà cité : « Alors que la Charte proclame des changements démocratiques sur le long terme, elle n'est en aucune façon un plan pour un Etat socialiste mais un programme pour l'unification des diverses classes et groupes parmi le peuple sur une base démocratique. Sous le socialisme, les travailleurs tiennent le pouvoir d'Etat. Eux et les paysans possèdent les moyens de production, la terre, les usines et les moulins. Toute la production est pour les besoins, non pour le profit. La Charte n'envisage pas de tels changements profonds dans les domaines économiques et politiques. Sa proclamation "le peuple

gouvernera" exprime le transfert de pouvoir non vers une quelconque classe sociale unique mais vers tout le peuple de ce pays, qu'ils soient travailleurs, paysans, cadres ou petit-bourgeois. Il est vrai qu'en demandant la nationalisation des banques, des mines d'or et de la terre, la Charte porte un coup fatal aux monopoles de la finance et de l'or, ainsi qu'aux intérêts agricoles qui ont pillé depuis des siècles le pays et condamné son peuple à la servitude. Mais une telle étape est impérative, car la réalisation de la Charte est inconcevable, en fait impossible, à moins que et jusqu'à ce que des monopoles soient écrasés et la richesse nationale restituée au peuple. Détruire ces monopoles signifie la fin de l'exploitation d'une vaste partie de la population par les rois de la mine et les barons de la terre et cela entraînera un accroissement général du niveau de vie des gens. C'est précisément parce que la Charte offre d'immenses possibilités pour une amélioration d'ensemble des conditions matérielles de toutes les classes et groupes qu'elle gagne un soutien aussi large (...).

LA POSITION DE L'ANC DOIT ETRE DÉFINIE

Même en Afrique du Sud, où l'oppression nationale semble dicter à tous les opprimés l'inévitable besoin d'unité et d'accord sur les objectifs de la lutte, il y a toujours eu des tendances idéologiques

remarquablement différentes. Et notre mouvement doit son actuelle forme et sa position à des luttes implacables menées jusqu'en son sein pour une clarification idéologique contre l'opportunisme national étroit, le libéralisme, l'ultragauchisme infantile trotskyste, et ainsi de suite. Cela semble incroyable, mais notre réalité et notre histoire représentent exactement cette bataille idéologique.

Le chef Luthuli a dit une fois, dans un message de la présidence (de l'ANC, ndlr.) en 1955 : « *Confrontés comme nous le sommes à la bataille pour la liberté, il semble sage de dire que le Congrès national africain ne devrait pas dépenser son énergie en s'adonnant à des querelles idéologiques internes — un combat entre "ismes". Il n'est ni pratique ni logique cependant de souhaiter un Congrès sans couleur idéologique. Il doit d'une certaine manière définir ou redéfinir sa position* ». C'est exactement ce qui est en train de se passer ! (...).

LE COMBAT CONTRE L'OPPORTUNISME

C'est cette cohésion idéologique et politique de notre mouvement démocratique qui nous permet d'être les leaders de tous les autres, une position qui est inconcevable sans un combat irréconciliable contre l'opportunisme politique. Ce mouvement démocratique qui se développe en Afrique du Sud, inspiré par la

Charte de la liberté, conservera et développera davantage son unité militante en s'opposant aussi aux tendances idéologiquement opportunistes et en corrigeant les erreurs politiques au niveau de la théorie de notre révolution et à celui de la pratique, qu'elles soient commises avec de bonnes ou de mauvaises intentions (on dit souvent que la route qui mène aux enfers est pavée de bonnes intentions).

« Socialisme » est sans doute le slogan le plus à la mode dans la période présente : même nos « amis » libéraux et les nationalistes étroits comprennent que c'est la position que l'on adopte vis-à-vis du socialisme en général qui différencie le progressiste du réactionnaire dans tous les pays. Mais il est très important pour nos cadres formés théoriquement de donner à notre peuple une compréhension concrète de la direction que suivra notre révolution, c'est-à-dire des étapes au travers desquelles elle devra nécessairement passer. C'est une telle compréhension, fondée sur la théorie de la révolution sud-africaine, qui éclairera le fait que la situation politique en Afrique du Sud ne signifie en aucune manière que la question de la révolution socialiste constitue la tâche immédiate de la lutte. Cela éclaircira par contre le fait que notre but immédiat est d'atteindre les objectifs de la révolution nationale exprimés par la Charte de la liberté et plus particulièrement de mener à bien l'émancipation na-

Walter Sisulu à la tête d'une manifestation de l'ANC, 1952. (DR)



tionale des Noirs et de détruire la puissance économique et politique de la classe dirigeante raciste.

L'HYSTÉRIE ANTI-COMMUNISTE

Il doit exister d'étranges mécanismes dans la pensée des impérialistes qui leur font croire que dès qu'ils ont qualifié quelque chose de « communiste », alors la communauté humaine toute entière la fuit. Les racistes d'Afrique du Sud ont toujours pensé de cette façon. Lorsqu'en 1956 le gouvernement de Pretoria arrêta 156 de nos dirigeants et les accusa de haute trahison, arguant du fait que la Charte de la liberté était un document inspiré par Moscou, ils espérèrent ainsi effrayer les masses par rapport à la Charte. Les masses, étant opprimées par l'impérialisme et le racisme, ne sont ja-

mais allées dans le sens prévu mais au contraire ont été irrésistiblement attirées par la Charte de la liberté et par presque tout ce que nos ennemis détestent. En définitive, le procès pour trahison ne parvint pas à trouver du communisme dans la Charte de la liberté. (...).

L'épouvantail communiste n'a jamais détourné notre peuple de son soutien aux principes de la Charte de la liberté et du mouvement démocratique dirigé par l'ANC et ses alliés. De récents événements montrent de manière irréfutable que, lentement mais sûrement, notre peuple, conscient politiquement, marche avec la bannière de la Charte de la liberté qu'il porte bien haut au-dessus de sa tête — tenant haut le drapeau de la démocratie pour le peuple. Un tel mouvement populaire est invincible ! Un tel peuple ne peut être déçu ! Un tel peuple ne peut être

arrêté en chemin par on ne sait quel truc à faire peur du type « inspiré par Moscou ».

Mais pourquoi nos ennemis et nos adversaires s'imaginent-ils être les seuls à savoir ce qu'est vraiment le communisme ? Pourquoi pensent-ils être les seuls à garnir leurs étagères de littérature marxiste-léniniste ? Pourquoi imaginent-ils que le peuple d'Afrique du Sud ne sait pas ce qu'est le Parti communiste d'Afrique du Sud et ce qu'il représente ? Est-ce que nos ennemis et les opportunistes imaginent aussi que les membres de l'ANC ne comprennent pas les bases de l'alliance avec le Parti communiste d'Afrique du Sud ? ■

MZALA,
Sechaba,
juillet-août 1985.

Principaux extraits de la Charte de la liberté

Nous, peuples de l'Afrique du Sud, proclamons, afin que nul ne l'ignore, dans notre pays comme dans le monde entier :

L'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y vivent, aux Blancs comme aux Noirs, et aucun gouvernement n'est justifié à prétendre exercer l'autorité s'il ne la tient de la volonté de tous ;

Notre peuple a été privé, par une forme de gouvernement fondée sur l'injustice et l'inégalité, de son droit naturel à la terre, à la liberté et à la paix ;

Notre pays ne sera jamais ni prospère ni libre tant que tous nos peuples ne vivront pas dans la fraternité, ne jouiront pas de droits égaux, et que les mêmes possibilités ne leur seront pas données ;

Seul un Etat démocratique fondé sur la volonté de tous peut assurer à tous, sans distinction de race, de couleur, de sexe ou de croyance, les droits qui leur reviennent de par leur naissance ;

C'est pourquoi, nous peuples de l'Afrique du Sud, Blancs aussi bien que Noirs, réunis comme des égaux, des compatriotes et des frères, adoptons cette Charte de la liberté. Et nous nous engageons à lutter ensemble, en ne ménageant ni notre énergie ni notre courage, jusqu'à ce que nous ayons obtenu l'évolution démocratique dont nous avons indiqué ici les aspects.

Le gouvernement doit appartenir au peuple

Toute personne doit avoir le droit de voter et d'être éligible à tout organe législatif.

Toute personne doit avoir le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays.

Les droits doivent être égaux pour tous, sans distinction de race, de couleur ou de sexe.

Tous les conseils consultatifs et autres organes du pouvoir de la minorité doivent être remplacés par des organismes démocratiques.

Tous les groupes nationaux doivent jouir de droits égaux

Tous les groupes nationaux comme toutes les races doivent être sur un pied d'égalité, aussi bien dans les administrations de l'Etat que dans les tribunaux ou les écoles.

Le droit de parler leur langue maternelle et de développer leur culture et leurs coutumes traditionnelles doit être le même pour tous.

La loi doit protéger tous les groupes nationaux contre les insultes à leur race et à leur fierté nationale.

Prêcher ou pratiquer la discrimination ou le mépris en raison de la race ou de la couleur doit être puni comme un crime. Toutes les lois et mesures d'apartheid doivent être abrogées.

Le peuple doit avoir sa part du patrimoine national

La richesse nationale de notre pays, patrimoine national de tous les Sud-Africains, doit être rendue au peuple. La propriété des richesses minières que recèle le sol, ainsi que celle des banques et des industries à caractère de monopole, doivent être transférées à la communauté.

Pour contribuer au bien-être public, il convient d'exercer un contrôle sur toutes les autres industries et sur le commerce.

Tous doivent jouir du même droit d'exercer un commerce là où ils le désirent, de se livrer à l'industrie ou d'adopter tout métier, manuel ou non, comme toute profession.

La terre doit être partagée entre ceux qui la travaillent

Il convient d'abolir les restrictions à la propriété foncière imposées pour des raisons d'ordre racial, et la totalité des terres doit faire l'objet d'une redistribution entre ceux qui la travaillent, afin que disparaissent la famine et la pénurie. (...)

Toute loi qui prévoit une distinction fondée sur la race, la couleur ou les convictions, doit être abrogée.

Les droits de l'homme doivent être les mêmes pour tous

La loi doit garantir à tous les droits à la liberté d'expression, le droit de s'organiser, le droit à la liberté de réunion, le droit de publier, de prêcher, de pratiquer le culte et aussi de donner à leurs enfants l'éducation de leur choix. (...)

Que tous ceux qui aiment leur peuple et leur patrie disent avec nous :

Ces droits, nous allons, durant toute notre vie, lutter côte à côte pour les obtenir, jusqu'à ce que nous ayons conquis notre liberté. ■

Charte adoptée par le Congrès du Peuple réuni à Kiptown, en Afrique du Sud, le 26 juin 1955.

Résolutions du Comité du Forum national

NOUS reproduisons ci-dessous quelques extraits des résolutions et compte-rendus de commissions de travail qui ont été adoptées par la conférence des 11 et 12 juin 1983 du Forum national (NF). Ces documents ont été publiés par le Comité du Forum national.

DOCUMENTS DU FORUM NATIONAL

Ce Forum national constatant que :

- la lutte menée par les masses laborieuses est de caractère national et de contenu socialiste ;

- la classe ouvrière noire est l'avant-garde de cette juste lutte pour se libérer totalement du capitalisme raciste ;

- le futur Etat d'Azanie sera un Etat antiraciste et démocratique ;

- les systèmes de l'impérialisme international et du capitalisme raciste développent les bantoustans comme éléments contre-révolutionnaires face aux forces révolutionnaires ;

Constatant de plus que :

- l'exploitation de la terre ne doit pas se faire au profit des seuls Azaniens mais de toute l'Afrique, du Tiers-monde et de la communauté internationale dans son ensemble ;

En conséquence décide résolument que :

- la terre et tout ce qui dépend d'elle sera entièrement possédée et contrôlée par le peuple d'Azanie ;

- chaque individu devra contribuer au travail selon ses moyens ;

- tous les produits provenant du travail collectif devront être distribués selon les besoins de chacun et de tous en Azanie ;

- l'exploitation de la terre et de tout ce qui en provient doit viser à la fin de toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme.

Résolution numéro 2
de la conférence des
11-12 juin 1983.

LA BASE POUR UNE UNITÉ DE PRINCIPE

Notre lutte de libération nationale est dirigée contre le système de capitalisme raciste qui asservit le peuple d'Azanie au profit d'une petite minorité de capitalistes blancs et de leurs alliés, les travailleurs blancs et les éléments réactionnaires des couches moyennes noires. La lutte contre l'apartheid n'est que le point de départ de nos efforts de libération. L'apartheid ne disparaîtra que lorsque le système de capitalisme raciste sera lui-même aboli par le peuple d'Azanie.

La classe ouvrière est la force dirigeante de notre lutte. Elle seule peut en

finir avec le système tel qu'il est car elle n'a vraiment rien à perdre. Elle a tout à gagner dans une Azanie démocratique et antiraciste dans laquelle ses intérêts seront souverains. La tâche historique de la classe ouvrière noire et de ses organisations est de mobiliser les pauvres des villes et des campagnes avec les éléments progressistes des couches moyennes noires afin de mettre fin au système d'oppression nationale et d'exploitation capitaliste de la classe dominante blanche.

La réussite de l'organisation de notre lutte de libération nationale dépend du ferme principe par lequel nous nous assurerons que celle-ci ne sera pas utilisée contre notre peuple par des « dirigeants » traîtres et opportunistes. Parmi ces principes, les suivants sont les plus importants :

- antiracisme et anti-impérialisme ;
- pas de collaboration avec les oppresseurs et leurs institutions politiques ;
- organisation indépendante de la classe ouvrière ;
- opposition à toute alliance avec des partis de la classe dominante ;
- que notre lutte soit dirigée par la classe ouvrière noire pour mettre fin à l'exploitation et à l'oppression.

Les fondements :

- que l'antiracisme ne soit pas seulement un but mais aussi une méthode de lutte.

- que nous mobilisions activement les exploités et les opprimés contre la stratégie combinée de réforme et de répression telle qu'elle se présente dans les propositions constitutionnelles et le décret contre le « désordre » du Conseil présidentiel ;

- que notre première tâche soit la construction d'organisations ouvrières indépendantes des patrons, de l'Etat et de la direction de la petite bourgeoisie réactionnaire ; sur la base d'une prise en charge active de la lutte quotidienne des travailleurs contre l'exploitation et l'oppression ;

- que nous popularisions la revendication d'un front uni des organisations ouvrières qui s'oppose directement à toute stratégie de Front populaire ;

- que nous popularisions et expliquions parfaitement la revendication d'Assemblée constituante qui s'oppose à la revendication populaire de Convention nationale ;

- que notre coopération soit fondée sur une unité de principe par laquelle toutes les tendances ont le droit de propager leur programme et le droit de critique, mais doivent adhérer aux principes démocratiquement adoptés et exécuter les décisions prises par la majorité après une discussion complète.

Commission numéro 1
de la conférence des
11-12 juin 1983.

LA QUESTION AGRAIRE

La commission reconnaît la nécessité d'un projet structuré comme suit : propriété ; distribution ; exploitation de la terre.

Propriété.

Le sentiment général était que la propriété de la terre doit reposer sur la dictature de la classe ouvrière noire.

A la question de savoir pourquoi la terre allait être possédée par la dictature du prolétariat noir, il a été répondu que l'aboutissement de la lutte ne peut être considéré en faisant abstraction du fait que la classe ouvrière noire est l'avant-garde de la révolution. En conséquence, la classe ouvrière noire devra contrôler ce pourquoi elle s'est battue et veiller aux futures avancées du socialisme.

Distribution.

On a pensé que dans le cadre d'une Azanie socialiste chacun devra participer par son travail en fonction de ses capacités et que pour cette raison, la distribution des produits du travail collectif devra se faire en fonction des besoins des individus.

Des dirigeants de l'ANC à la tribune du congrès de juin 1985. (DR)



Exploitation de la terre.

L'exploitation de la terre et de tout ce qu'elle produit doit viser à mettre fin à toutes les formes et les moyens d'exploitation de l'homme par l'homme. La terre devra être administrée en société d'Etat et ne pourra être aliénée au détriment du peuple. L'exploitation de la terre ne devra pas se faire au profit de la seule Azanie mais aussi de toute l'Afrique et du commerce international. La terre doit avoir un rôle unificateur. ■

Commission numéro 3
de la conférence des
11-12 juin 1983.

NOS REVENDICATIONS MINIMALES

Ce document exprime des principes généraux qui peuvent être considérés comme le début d'un processus. La continuité sera assurée par un contact permanent avec toutes les organisations présentes, ce qui permettra d'élargir les revendications. Cela pourra être fait si le Comité du Forum national (NFC) convoque des réunions de ce type d'ici au moins un an. Le NFC pourra coopter d'autres personnes au comité et inviter d'autres organisations qui ne sont pas présentes aujourd'hui à participer aux délibérations en cours.

Le Forum national, constatant le besoin de définir clairement nos ambitions et nos objectifs concernant le futur Etat azanien, et constatant que la lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste et la lutte nationale contre l'oppression raciale sont devenues une seule et même lutte sous le contrôle général et la direction de la classe ouvrière noire, réalisant de plus que l'actuel ordre capitaliste raciste d'Afrique du Sud s'oppose aux véritables aspirations des larges masses en lutte dirigées par la classe ouvrière noire ; en conséquence, fait siennes les revendications suivantes :

- le droit de travailler où nous le voulons ;
- le droit de constituer des syndicats qui élèveront la conscience ouvrière révolutionnaire ;
- l'établissement en Azanie d'une République ouvrière démocratique et antiraciste où les intérêts des travailleurs seront souverains grâce au contrôle ouvrier sur les moyens de production, de distribution et d'échange ;
- éducation gratuite et obligatoire pour tous, dispensée par l'Etat et orientée vers la libération du peuple d'Azanie de toutes les formes d'oppression, d'exploitation et d'ignorance ;
- fourniture par l'Etat de soins médicaux, d'aide juridique et de loisirs gratuits ainsi que de tous les services répondant complètement aux besoins du peuple ;
- développement au cours de la lutte d'une culture nationale progressiste. ■

Commission numéro 4
de la conférence des
11-12 juin 1983.

Manifeste du peuple d'Azanie

Nous publions ci-dessous le Manifeste du peuple d'Azanie adopté à l'issue de la conférence des 11 et 12 juin 1983 convoquée par le comité du Forum national (NFC).

La conférence historique des organisations des peuples opprimés et exploités d'Azanie tenue à Hammanskraal les 11-12 juin 1983 et convoquée par le Comité du Forum National, ayant délibéré sur des questions vitales touchant notre nation et en particulier ayant pris en compte les implications de la stratégie de « new deal » du gouvernement Botha (les propositions constitutionnelles, le Conseil présidentiel et les décrets Koornhof) décide :

— de condamner le meurtre des combattants de la liberté par le régime raciste minoritaire ;

— de publier le manifeste suivant à l'intention de toutes les organisations du peuple afin qu'il soit examiné au deuxième Forum national qui doit être convoqué pour le week-end de Pâques 1984.

Notre lutte de libération nationale est dirigée contre le système du capitalisme raciste qui asservit le peuple d'Azanie au profit d'une petite minorité de capitalistes blancs et de leurs alliés, les travailleurs blancs et les éléments réactionnaires des couches moyennes noires. La lutte contre l'apartheid n'est que le point de départ de nos efforts de libération. L'apartheid disparaîtra avec la disparition du système de capitalisme raciste.

La classe ouvrière noire animée par la conscience révolutionnaire est la force dirigeante de notre lutte. Elle seule peut en finir avec le système tel qu'il est car elle n'a vraiment rien à perdre. Elle a tout à gagner dans une Azanie démocratique et antiraciste dans laquelle ses intérêts seront souverains. La tâche historique de la classe ouvrière noire et de ses organisations est de mobiliser les pauvres des villes et des campagnes avec les éléments progressistes des couches moyennes noires afin de mettre fin au système d'oppression nationale et d'exploitation capitaliste de la classe dominante blanche.

La réussite de l'organisation de notre lutte de libération nationale dépend du ferme principe par lequel nous nous assurerons que celle-ci ne soit pas utilisée contre notre peuple par des « dirigeants » traîtres et opportunistes. Parmi ces principes, les suivants sont les plus importants :

- antiracisme et anti-impérialisme ;
- pas de collaboration avec les oppresseurs et leurs institutions politiques ;
- organisation indépendante de la classe ouvrière ;
- opposition à toute alliance avec des partis de la classe dominante.

En accord avec ces principes le peuple opprimé et exploité d'Azanie revendique immédiatement :

- le droit au travail ;
 - le droit de constituer des syndicats qui élèveront la conscience ouvrière révolutionnaire ;
 - l'établissement en Azanie d'une république ouvrière démocratique et antiraciste où les intérêts des travailleurs seront souverains grâce au contrôle ouvrier sur les moyens de production, de distribution et d'échange ;
 - éducation gratuite et obligatoire pour tous, dispensée par l'Etat et orientée vers la libération du peuple d'Azanie de toutes les formes d'oppression, d'exploitation et d'ignorance ;
 - fourniture par l'Etat de logements suffisants et convenables ;
 - fourniture par l'Etat de soins médicaux, d'aide juridique et de loisirs gratuits ainsi que de tous les services répondant complètement aux besoins du peuple ;
 - développement au cours de la lutte d'une culture nationale progressiste ;
 - la terre et tout ce qui dépend d'elle sera entièrement possédée et contrôlée par le peuple d'Azanie ;
 - l'exploitation de la terre et de tout ce qui en provient doit viser à la fin de toutes les formes et moyens d'exploitation.
- Pour faire aboutir ces revendications du peuple d'Azanie, nous nous engageons à lutter sans relâche pour :
- l'abolition de toutes les lois de discrimination contre notre peuple sur la base de la couleur, du sexe, de la classe, de la religion ou du langage.
 - l'abolition de tout contrôle des déplacements et des lois sur les laissez-passer ;
 - l'abolition de toute implantation et des déplacements de population ;
 - la réintégration des dépotoirs humains « bantoustans » dans une Azanie unifiée. ■

Publication du Comité du Forum national,
Johannesburg 1983.

Question ethnique et question nationale

Un point de vue au sein du Forum national

LE document ci-après est un extrait d'un discours intitulé « Nation et ethnicité en Afrique du Sud », prononcé par Neville Alexander lors de la réunion du Forum national des 11 et 12 juin 1983. Neville Alexander est membre du comité du Forum national.

Neville ALEXANDER

(...) L'Afrique du Sud a connu un développement particulier. Ici, la bourgeoisie nationale est composée d'une classe de capitalistes blancs. Parce qu'ils ne pouvaient exploiter d'une façon rentable les fermes et les mines d'or et de diamants qu'en utilisant une source illimitée de main d'œuvre, ils ont trouvé nécessaire de diviser le marché du travail : un pour la main d'œuvre noire à bon marché et l'autre pour la main d'œuvre qualifiée (essentiellement blanche). Cette division a été facilitée par le fait que pendant la période coloniale pré-industrielle, les relations entre Blancs et Noirs étaient essentiellement celles entre maîtres et domestiques. Les attitudes racistes sous une forme ou une autre étaient très répandues dans le pays à cette époque. Pour pouvoir obtenir une main d'œuvre comme elle le désirait, la bourgeoisie nationale en Afrique du Sud a dû créer et perpétuer un système qui niait les droits politiques de la population noire, restreignait sa liberté de mouvement, l'attachait à la terre dans des réserves indigènes, lui refusait le droit d'être propriétaire terrien où que ce soit en Afrique du Sud, refusait une éducation à ses enfants. Et lorsque ceux-ci en recevaient une, c'était pour « les préparer à vivre dans une société subordonnée ». A l'inverse de ses prédécesseurs européens du 18^{ème} et 19^{ème} siècle, la bourgeoisie nationale coloniale en Afrique du Sud ne pouvait pas achever la révolution démocratique bourgeoise. Elle a réalisé un compromis avec l'impérialisme britannique en 1910 pour pouvoir maintenir son fructueux système de surexploitation de la main d'œuvre noire.

Les capitalistes n'ont pas intégré la totalité de la population dans le nouvel Etat sur la base d'une égalité devant la loi, ils ne pouvaient pas unir la nation. Au contraire, depuis 1910, des stratégies complexes ont été élaborées et mises en œuvre pour diviser les travailleurs en groupes de plus en plus petits et potentiellement antagonistes. Le principe de diviser pour mieux régner, qui constitue l'essentiel de la politique de n'importe quelle puissance impériale, a été la boussole de tous les gouvernements d'Afrique du Sud depuis 1910.

Pour justifier cette politique, l'idéologie du racisme a été élaborée systématiquement et répandue partout. Les gens ont été jetés dans un système où ils étaient définis en catégories raciales. Ils

ont été élevés en pensant qu'ils étaient Blancs, Métis, Africains, Indiens. Depuis 1948, les gens ont été contraints de se reconnaître dans des références encore plus microscopiques telles que Xhosa, Zoulou, Malay, Musulman, Hindou, Griqua, Sotho, Venda, etc. Expliquons ceci d'une manière différente : l'idéologie dominante a secrété que la population de l'Afrique du Sud avait été regroupée par Dieu en quatre races. L'idéal politique des politiciens conservateurs et fascisants était de maintenir ces races séparées. Les éléments prétendument libéraux luttaient pour des « relations harmonieuses entre les races dans le contexte d'une société multiraciale ». Le développement de la biologie mit en doute le concept de race et les conséquences désastreuses de la politique raciste du peuple des seigneurs (Herrenvolk) de l'Allemagne hitlérienne jetèrent le discrédit sur les théories socio-politiques basées sur le concept de race. Les sociologues de la classe dirigeante se tournèrent alors vers la théorie des « groupes ethniques », qui était devenue un instrument politique et économique reconnu aux Etats-Unis et ailleurs dans le monde. Il faut remarquer qu'en Afrique du Sud la théorie d'ethnicité continuait à être fondée sur l'idéologie des races. Cependant, du point de vue de la classe dirigeante, la théorie des « groupes ethniques » était un instrument d'une qualité supérieure parce que, comme je l'ai noté plus haut, elle pouvait expliquer et justifier une fragmentation encore plus grande des travailleurs dont l'unité était vue en elle-même comme la ruine du système d'apartheid dans ce pays.

Le fait est que c'est le Parti National Afrikaner qui s'est servi des théories de l'ethnicité pour justifier la stratégie des Bantoustans destinée à créer des prétendues nations et les forcer à accepter une indépendance illusoire, de manière à ce que la classe ouvrière lutte pour ses droits politiques dans le cadre de ces prétendus « homelands » (1) (...)

LE MULTIRACIALISME, LE NON-RACIALISME ET L'ANTIRACISME

Les organisations et les écrivains qui au sein du mouvement de libération avaient l'habitude d'avancer l'idée que l'Afrique du Sud est un pays multiracial composé de quatre races, ne le font plus pour les mêmes raisons que les théoriciens conservateurs et libéraux de la classe dirigeante. Ils parlent de plus en plus de créer

Cette déclaration exprime sur la question nationale un point de vue opposé à celui du courant chartiste. Toutefois, au sein même du Forum national, il existe d'autres points de vue sur la même question. ■

une Afrique du Sud non-raciale. J'ai le regret de dire que la plupart des gens qui utilisent le terme non-racial veulent dire exactement la même chose que lorsqu'ils utilisaient le terme de multiracial. Il est devenu à la mode de répéter les mots « une Afrique du Sud démocratique et non-raciale » comme si c'était le sésame ouvre-toi du portail sacré du mouvement démocratique progressiste. Il n'y a rien d'incorrect dans les mots eux-mêmes. Mais si on ne veut pas être trompé par des mots, il faut regarder au delà, vers les concepts et les actions sur lesquels ils se fondent.

GROUPES ETHNIQUES, GROUPES NATIONAUX ET NATIONS

Le mot non-racial ne peut être accepté par un peuple opprimé sur une base raciale que s'il signifie le rejet du concept de race, la négation de l'existence des races et par conséquent une opposition à toutes les actions et coutumes, croyances et politiques fondées sur le concept de race. Si en pratique et en théorie on continue à utiliser le mot non-racial comme si l'on pensait que l'Afrique du Sud était peuplée par quatre prétendues races, on se trouve encore pris dans le piège du multiracialisme et par conséquent du racialisme. Le non-racialisme, c'est-à-dire la négation de l'existence des races, mène à l'antiracisme, qui va au delà du non racialisme parce que ce terme non seulement implique la négation de l'existence des races mais aussi l'opposition aux structures capitalistes qui sont perpétuées par l'idéologie et la théorie des races. Les mots sont comme les billets. On peut facilement en fabriquer de faux, et il est souvent difficile de reconnaître les vrais des faux. Il faut par conséquent toujours vérifier si nos non-racialistes sont multiracialistes ou antiracistes. Seule la dernière

1. Les bantoustans (aussi connus sous leur appellation anglaise de homeland) sont des territoires accordés par le régime d'apartheid aux Africains sur la base de leur appartenance ethnique. Depuis 1976, plusieurs de ces territoires sont devenus « indépendants », bien que cette indépendance ne soit reconnue ni par l'ONU ni par l'Organisation de l'unité africaine (OUA). D'autres possèdent différents degrés d'autonomie. Les bantoustans représentent un moyen qui permet à la fois de diviser la population noire et de priver les Africains de tout droit politique sur la plus grande partie du territoire sud-africain, qui est réservé aux Blancs.

variété peut appartenir au mouvement de libération national.

(...) Il faut admettre que dans le mouvement de libération nationale depuis 1896, la question des différents groupes de population définis (par le régime, ndlr.) est un problème majeur, qui a été soit dissimulé, soit esquivé ou tout simplement ignoré. Je ne peux pas aller ici plus avant dans l'histoire de cette affaire. Il faudra se contenter d'un bref résumé des diverses positions prises par les différentes tendances du mouvement de libération aujourd'hui. Elles peuvent être résumées en trois catégories (nous n'en présentons que deux dans ce texte, ndlr.) :

— Pour certains, les groupes de population définis sont des groupes nationaux, des groupes raciaux ou même des groupes ethniques. La position de ces gens est que c'est « une réalité évidente et irréfutable qu'il y a des Indiens, des Métis, des Africains, des Blancs, des groupes nationaux dans notre pays. C'est une réalité précisée parce que chacun de ces groupes nationaux a son propre héritage, sa langue, ses coutumes et ses traditions » (Zak Yacoob, discours présenté à la première réunion du Congrès indien du Transvaal, TIC, le 1er mai 1983).

Sans en débattre plus longuement, permettez-moi de dire que ceci est la position classique de la théorie de l'ethnicité. Je vais montrer maintenant que l'utilisation du terme groupe national est lourd de dangers parce qu'il exprime et par conséquent renforce les tendances séparatistes et perturbatrices dans le corps politique de l'Afrique du Sud. Les partisans de cette théorie, comme l'Inkatha et le Parti fédéral progressiste (PFP) qui se situent en dehors du mouvement de libération, concluent qu'une solution constitutionnelle et fédérale est à l'ordre du jour. Au contraire, ceux qui se trouvent dans le mouvement de libération pensent que même si des groupes nationaux avec leurs cultures différentes continueront d'exister, ce sera au sein d'un Etat unitaire et d'une nation unique.

Il faut dire clairement que si les choses étaient réellement telles qu'elles apparaissent, nous n'aurions pas besoin des sciences. Si le soleil tournait réellement autour de la terre comme l'évidence peut le laisser croire, nous n'aurions pas besoin de l'astronomie et de la recherche spatiale pour expliquer que c'est le contraire qui est vrai, que ce qui semble être de « toute évidence » n'est seulement qu'« en apparence ». Bien sûr, du fait de l'évolution historique, il y a des différences de langue, de coutumes, de spécialisation dans le travail, etc. parmi les divers groupes humains de ce pays. Mais il faut voir ces différences d'une manière historique et non pas statique. Elles ont été renforcées et artificiellement maintenues par une politique intentionnelle de la part de la classe dirigeante. Cette politique était de garder les groupes de population définis dans des compartiments séparés, en les faisant vivre dans des groupes isolés sauf sur la place du marché. Ceci est une réalité historique. Je vais maintenant démontrer comment cette réalité historique

doit être réconciliée à travers la lutte de classe avec la réalité d'une nation unique.

Le danger inhérent de ce genre de propos est tout simplement qu'il mène en théorie et en pratique à préconiser le séparatisme ethnique. On prétend que la théorie des groupes nationaux qui est défendue dans le contexte du mouvement de libération nationale cherche seulement à : « mettre en relief les aspects positifs de chaque groupe national et à les lier les uns aux autres de sorte qu'une organisation avec une seule conscience nationale se crée au travers de cette expérience » (Yacoob), alors que la classe dirigeante « se fie aux aspects négatifs (de chaque groupe national), renforce l'ethnicité (...) se sert des cultures pour renforcer les séparations et les divisions ». On peut répéter ces formules intellectuelles reconfortantes jusqu'à ce que l'on s'endorme, mais le fait est que l'ethnicité et les groupes nationaux sont le point de départ pour les mouvements séparatistes et les guerres civiles qui sont attisées par les intérêts des grandes puissances et des marchands d'armes des dirigeants ethniques opportunistes. L'Inkatha ne représente-t-il pas d'une certaine manière un avertissement pour nous tous ? Qui décide quels sont les aspects positifs d'un groupe national ? Quelles sont les frontières ou les limites d'un groupe national ? Sont-elles définies par le registre de la population ? Est-ce qu'un groupe national est une nation dont la croissance a été retardée, et qui, une fois que lui sera attribué un territoire approprié, luttera pour l'autodétermination nationale de sa propre nation ? Ou est-ce que le mot national a un autre sens plus subtil ? Ce sont des questions pertinentes qu'il faut poser parce que les avocats de la théorie des quatre nations ou des groupes nationaux soutiennent qu'une Afrique du Sud libérée garantira des droits de groupe tel que « le droit des groupes nationaux à leur propre culture ». Et nous devons accepter, si les groupes nationaux sont une réalité avec leur propre culture, traditions et problèmes, qu'alors le mouvement pour le changement sera facilité par l'organisation des gens autour des problèmes quotidiens tels que les bas salaires, les coûts élevés des transports et le logement insalubre. Les représentants de cette tendance expriment cette orientation plus franchement quand ils disent qu'il faut des organisations séparées pour chaque groupe national et que ces organisations se regrouperont dans une alliance.

Ce sont des conclusions importantes sur lesquelles l'histoire elle-même (depuis 1960 et spécialement depuis 1976) a porté un jugement négatif. Attiser le feu de la politique d'ethnicité, cela nous traîne en arrière et non en avant : c'est jouer le jeu des directions des classes moyennes réactionnaires. C'est une politique réactionnaire, et non pas progressiste du point de vue du mouvement de libération dans son ensemble. Imaginez un peu si l'on se faisait aujourd'hui le champion des syndicats indiens, métis, ou africains !

Il y a un point de vue dans le mouvement de libération diamétralement op-



Neville Alexander, qui a passé 10 ans, de 1963 à 1973, dans la prison politique de Robben Island. (DR)

posé au précédent, qui est cependant très minoritaire : Selon ce point de vue, notre lutte n'est pas une lutte de libération nationale, mais tout simplement une lutte de classe dans laquelle la classe ouvrière arrachera le pouvoir à la classe capitaliste.

Par conséquent, les travailleurs doivent s'organiser sans se soucier du groupe humain auquel ils appartiennent. Cette tendance dit en théorie que les différences historiques sont sans intérêt ou tout au plus d'une importance secondaire.

J'ai du mal à prendre cette position au sérieux. Je suspecte que les tenants de cette position sont obligés de faire des compromis les plus acrobatiques avec la réalité des préjugés racistes parmi les travailleurs. Nier la réalité de ces préjugés et des différences perçues, quelle que soit leur origine, c'est se désarmer stratégiquement et tactiquement. Il devient dès lors impossible d'organiser un mouvement de masse en dehors peut-être des rangs de quelques milliers d'étudiants. Je répète que l'expérience historique du mouvement de libération en Afrique du Sud ne nous permet pas de tirer ce genre de conclusions. Toutes les petites organisations qui, à un moment ou à un autre, ont adopté cette orientation, ont disparu après avoir raconté leur histoire simpliste qui, bien que pleine de tonnerre et de rage, n'avait aucune signification (...).

Il est certain que les groupes de populations reconnus en Afrique du Sud ne sont ni des tribus, ni des groupes ethniques, ni non plus des groupes nationaux. En termes sociologiques, ils peuvent être décrits comme des castes de couleurs ou simplement des groupes de couleurs. Les définir ainsi est important parce que ces mots restituent la nature ou le sens dans lequel se développent ces groupes.



Le visage répressif du régime. (DR)

Mais cette question de mots n'est pas le vrai problème. Ce qui est important de clarifier ici, ce sont les rapports entre classe, couleur, culture et nation.

SEULE LA CLASSE OUVRIERE PEUT UNIR LES OPPRIMÉS ET EXPLOITÉS

Les différences économiques, matérielles, linguistiques, religieuses et autres entre les groupes de couleur sont réelles. Elles influencent et déterminent la manière dont les gens vivent et leur expérience de la vie. L'organisation ethnique réactionnaire n'aurait pu réussir aussi bien dans l'histoire de ce pays si ces différences n'étaient pas ancrées un peu dans la réalité. Cependant, ces différences ne sont pas nécessairement permanentes ou créatrices de divisions et peuvent être restructurées et réorientées au profit de la libération nationale et par conséquent vers la construction de la nation. La classe dirigeante s'est servi des différences linguistiques, religieuses et sexuelles parmi les travailleurs pour les diviser et les empêcher de s'organiser. N'importe quelle organisation populaire qui, dès le départ, n'essaie pas de neutraliser ces tendances à la division établies par les stratégies des classes dirigeantes, finira par renforcer ces divisions. Les cas de Gandhi et de Abdurrahman (2) sont de bons exemples. Les éléments des classes moyennes et ceux qui aspiraient à devenir des bourgeois ont rapidement pris le contrôle de ces organisations ethniques basées sur la couleur et s'en sont servis comme point d'appui pour négocier à leur profit une part plus importante du gâteau de l'économie. C'est essentiellement ce que font les dirigeants des bantoustans et de la

classe moyenne des bantoustans aujourd'hui.

Parce qu'ils sont opprimés, les Noirs n'ont pas accepté la stratégie des dirigeants des bantoustans et veulent être libres et participer pleinement à la vie économique, politique et sociale de l'Azanie. Nous avons vu que la bourgeoisie nationale a failli dans la tâche d'achever la révolution démocratique. Les classes moyennes ne peuvent pas avoir une attitude conséquente parce que leurs intérêts sont en général liés au système capitaliste, ce qui se reflète dans leur propre conscience. Par conséquent, seule la classe ouvrière noire peut assumer la tâche de mener à bien la démocratisation du pays.

Seule la classe ouvrière peut unir les classes exploitées et opprimées. Elle est devenue la classe dirigeante pour la construction de la nation. Elle doit trouver une nouvelle définition de la nation et abolir celles réactionnaires introduites par la bourgeoisie et la petite bourgeoisie réactionnaire. La nation doit être structurée par et dans l'intérêt de la classe ouvrière noire. Mais cela ne peut être fait qu'en changeant entièrement le système. Un capitalisme non-racial est impossible en Afrique du Sud. La lutte de classe contre l'exploitation capitaliste et la lutte nationale contre l'oppression raciale deviennent une seule lutte sous la direction de la classe ouvrière noire et de ses organisations. Classe, couleur, et nation se réunissent en un mouvement de libération nationale.

Politiquement, à court terme et du point de vue culturel à long terme, la manière dont ces opinions sont traduites en pratique est très importante. Bien qu'il n'y a pas de règles rigides en la

matière, les points qui suivent sont les aspects les plus importants en regard de l'orientation pratique qui devrait présider à la construction de l'Azanie et la destruction des tendances séparatistes parmi nous :

— Les organisations politiques et économiques des travailleurs doivent être ouvertes autant que possible à tous les exploités et opprimés quelle que soit leur couleur. Bien que le Group Areas Act (3) et d'autres lois continuent à maintenir les gens dans leurs organisations — du point de vue géographique — surtout selon des critères de couleur, il est essentiel et tout à fait possible que nos organisations politiques ne soient pas structurées de cette manière. Les mêmes organisations politiques doivent et peuvent opérer dans tous les ghettos et les régions des groupes (ethniques différents, ndlr.). Les gens doivent et peuvent s'identifier avec les mêmes organisations, et non pas avec des organisations ethniques.

2. Abdullah Abdurrahman fut l'un des dirigeants de la première organisation significative des Métis, l'Organisation du peuple africain. Quoique composée pour l'essentiel de Métis, cette organisation avait une position favorable à l'unité des Noirs. Cependant, Abdurrahman s'opposait aux actions de masse et préconisait de faire jouer le poids numérique des Métis et Africains sur le plan électoral. Ses efforts en ce sens furent singulièrement inefficaces.

Mahatma Gandhi, qui deviendra par la suite un des personnages clefs de la lutte pour l'indépendance de l'Inde, vécut en Afrique du Sud de 1893 à 1914 et créa en 1894 le Congrès indien du Natal.

3. Le Group Areas Act est la disposition d'apartheid qui attribue aux différents groupes humains répertoriés par le régime raciste, Africain, Métis et Indien, des zones d'habitation particulières et différentes.

— Toutes ces luttes locales, régionales et nationales doivent être reliées. Aucune lutte ne doit être menée par un seul groupe de couleur. Les propositions du Conseil présidentiel, par exemple, ne doivent pas être analysées et acceptées comme étant dans l'intérêt des seuls Métis et Indiens. Les lois Koornhof doivent être vues et combattues comme touchant tous les opprimés et exploités (4).

— Les organisations culturelles, qui ne sont pas limitées localement ou géographiquement pour des raisons communautaires valables doivent être ouvertes à tous les exploités et opprimés (...).

LE ROLE HISTORIQUE DE LA CLASSE OUVRIERE

La classe ouvrière noire est le moteur de la lutte de libération en Afrique du Sud. Elle doit s'assurer que la direction de cette lutte reste entre ses mains, sinon nos efforts seront déviés vers le chemin du désastre. La classe ouvrière noire doit agir comme un aimant qui attire toutes les autres couches opprimées de notre société. Elle doit les organiser pour la lutte de libération et leur insuffler des idées démocratiques socialistes conséquentes, qui à elles seules annoncent la mort du système capitaliste raciste tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Dans cette lutte, l'idée d'une nation unique est capitale parce qu'elle représente le véritable intérêt de la classe ouvrière et par conséquent de la future Azanie socialiste. Les idées de groupe ethnique national ou de groupe racial renforcent en fin de compte la position des classes moyennes et même des oppresseurs capitalistes. Je répète, elles mènent vers des luttes séparatistes catastrophiques que nous avons vues dans d'autres endroits d'Afrique. Il ne faut pas oublier qu'un million de personnes ont été massacrées au cours de la guerre du Biafra, il ne faut pas oublier le danger représenté par les émeutes raciales (en Afrique du Sud, ndlr.) de 1949. Aujourd'hui on peut choisir un chemin différent. Il faut créer un climat idéologique, politique et culturel qui rende cette solution possible (...).

Neville ALEXANDER,
Publication du Forum national,
Johannesburg, 1983.

4. Les nouvelles dispositions constitutionnelles approuvées par l'électorat blanc en novembre 1983 comprenaient l'institution d'un Conseil présidentiel à majorité blanche et la création d'un Parlement à trois chambres distinctes : une pour les Blancs, l'autre pour les Métis et la troisième pour les Indiens. Ce sont les élections à ces chambres métisse et indienne qui ont été boycottées massivement par les populations concernées en août 1984. Les lois Koornhof ou lois sur le déplacement et l'établissement contrôlé des personnes noires, concernant, comme leur nom l'indique, le droit de dispositions visaient à entériner la présence en zone urbaine d'une certaine catégorie de Noirs y résidant déjà, en renforçant les interdictions de circulation et d'installation durable dans ces zones pour la majorité de la population noire.

Le mouvement syndical et l'UDF

Entretien avec un dirigeant du GWU

NOUS publions ci-après des extraits de l'interview du secrétaire général du Syndicat général des travailleurs (General Workers Union, GWU) paru dans la revue *South African Labour Bulletin* de novembre 1983. Le GWU fait partie des syndicats, dont la Fédération des syndicats sud-africains (FOSATU), qui ont entrepris un processus d'unification qui devrait conduire à leur fusion et à la constitution d'une fédération unitaire des travailleurs d'Afrique du Sud dans les mois qui viennent. L'interview porte essentiellement sur les rapports des syndicats avec des regroupements politiques comme l'UDF. Rappelons que le GWU, tout comme la FOSATU ou d'autres syndicats, n'a pas adhéré à l'UDF.

Dans un préambule à cet entretien, le GWU explique : « Nous contestons ceux qui nous accusent de ne pas soutenir le Front démocratique uni (UDF) ou de ne pas "nous intéresser à la politique" (...) Nous soutenons toute organisation qui s'oppose à la nouvelle constitution et aux autres lois qui privent la majorité des Sud-africains de la démocratie. Evidemment, notre soutien va à l'UDF. (...) Comme il est expliqué dans l'interview, une fédération syndicale nationale peut offrir aux travailleurs le soutien nécessaire pour participer à une organisation multiclassiste. La participation des travailleurs sur le terrain plutôt que par une alliance simplement "au sommet" n'en demeure pas moins impérative. »

— Pourquoi le GWU a-t-il décidé de ne pas s'affilier au Front démocratique uni (UDF) ?

— D'abord, ainsi que nous l'avons déclaré à maintes reprises, nous soutenons toute organisation qui s'oppose aux propositions constitutionnelles et aux projets de lois Koornhof et l'UDF est bien évidemment la première dans ce cas. Nous soutenons aussi l'idée de campagnes communes avec l'UDF contre les projets de lois et la constitution. Mais il ne nous semble pas évident de nous affilier à l'UDF. Nos problèmes à ce sujet sont liés à deux grands domaines, deux grandes questions. Le premier concerne la structure des organisations affiliées à l'UDF comparée à la structure d'un syndicat. Ces structures sont extrêmement différentes. Notre second grand problème est relatif au fait que les syndicats ont essentiellement une seule nature de classe, une nature de classe ouvrière, alors que l'UDF et la plupart des organisations qui y sont affiliées, sont de nature multiclassiste.

— Quelles sont les principales différences de structure que vous voyez entre d'une part le GWU et les autres syndicats et d'autre part la plupart des organisations affiliées à l'UDF ? Et pourquoi pensez-vous que ces différences présentent des obstacles à une affiliation à la même organisation ?

— La réponse à cette question est longue et complexe. Il est relativement simple pour un syndicat, même si cela s'est avéré difficile en pratique, de s'affilier à un autre syndicat, parce que les syndicats ont à tous les égards des structures syndicales identiques. Ils ont tous des structures d'usines, des structures de branches et des structures nationales, si bien qu'un syndicat peut facilement s'articuler avec un autre syndicat à tous

les niveaux des deux organisations. Cela n'est tout simplement pas le cas avec la plupart des organisations unies sous la bannière de l'UDF.

Prenons deux exemples concrets dans la partie occidentale de la province du Cap : le Groupe d'action œcuménique appelé TEAM et la Comité de soutien des parents de détenus. Le premier est un groupe de prêtres progressistes et le second un groupe de personnes opposées à la détention et qui se consacrent à apporter un soutien aux détenus. Je voudrais dire clairement dès le début que les deux défendent des causes louables et nécessaires mais ni l'un ni l'autre n'ont la moindre similitude avec la structure d'un syndicat. La même chose peut être dite à des degrés divers de la plupart des organisations affiliées à l'UDF, par exemple, de toutes les instances jeunes et étudiantes. La principale caractéristique que toutes ces organisations ont en commun, pour autant que nous puissions en juger, est qu'elles sont avant tout des organisations de militants. Dire qu'elles sont des organisations de militants ne vise pas du tout à être méprisant et nous pensons qu'il y a un grand besoin de ce type d'organisations en Afrique du Sud. Néanmoins nous insistons sur le fait qu'elles ne ressemblent ni par leur structure ni par leur pratique organisationnelle à un syndicat.

Ce problème a d'ailleurs été reconnu par l'UDF, dans la région occidentale de la province du Cap, où certaines organisations désignées sous le nom d'organisation de masse ont eu un certain nombre de délégués (à la direction de l'UDF, ndlr.). D'autres organisations, celles auxquelles nous nous sommes précédemment référées comme étant des organisations militantes, ont reçu un nombre de délégués plus réduit. Même si cela témoigne de la prise en considération des différences existantes, nous pensons que c'est une prise en compte inadéquate de la question.

La différence entre une organisation militante et une organisation de masse n'est pas une question de taille et donc pas une question de nombre de délégués à l'instance centrale, mais plutôt une question de structure entière et de fonctionnement de l'organisation.

Pour nous, une organisation militante est avant tout un regroupement de personnes qui ont les mêmes idées, et qui sont réunies par un but politique commun. Leur activité consiste à propager leurs idées dans un secteur de la population qu'ils ont eux-mêmes défini. Des militants regroupés de cette manière, dans une organisation de ce genre, ont une grande liberté de manœuvre dans le cadre des paramètres extrêmement flexibles avec lesquels ils opèrent. Ils ne représentent pas des membres au sens fort du terme. Ils propagent des idées auprès d'une certaine audience ou dans une certaine zone et jouent ainsi un rôle politique très important.

Les syndicats, quant à eux, ne sont pas des organisations de militants et les dirigeants syndicaux ne sont pas du tout

des militants dans le même sens, parce qu'ils sont des représentants au sens fort. Les dirigeants syndicaux ne prétendent pas représenter les points de vue de la classe ouvrière. Ils représentent les points de vue de leur membres. Des militants étudiants ou religieux peuvent prétendre représenter les aspirations sociales plus larges de leurs paroisses ou des organes étudiants et cela n'a pas beaucoup d'importance qu'ils soient ou non réellement mandatés par la grande masse des étudiants ou des fidèles. En propageant leurs idées ou leur ligne, ils essaient de rendre les étudiants ou les fidèles conscients de leurs plus larges intérêts et de leur rôle social. En revanche, un dirigeant syndical ne peut aller dans une usine et prétendre parler au nom de la classe ouvrière. Il doit être mandaté par les travailleurs d'une usine et il doit être plutôt sûr que les travailleurs qui l'ont mandaté vont le soutenir dans son mandat. Dans un cadre syndical, on ne peut pas travailler autrement que de cette façon (...)

La plupart des organisations affiliées

à l'UDF ont pour tâche politique légitime d'en appeler aux masses qui sont « en dehors » de leur structure. Notre tâche à nous, c'est la représentation des travailleurs au sein de notre organisation et c'est un processus ardu pour attirer de plus en plus de membres dans la structure officielle et disciplinée d'un syndicat. C'est la raison essentielle pour laquelle nous avons jugé difficile d'envisager de bien nous intégrer à la structure de l'UDF. Nous avons connu les plus grandes difficultés à essayer d'expliquer à nos membres comment nous pourrions bien nous intégrer à l'UDF. A l'inverse, il nous a paru très facile d'expliquer à nos membres comment nous pouvions nous intégrer à une fédération syndicale (...)

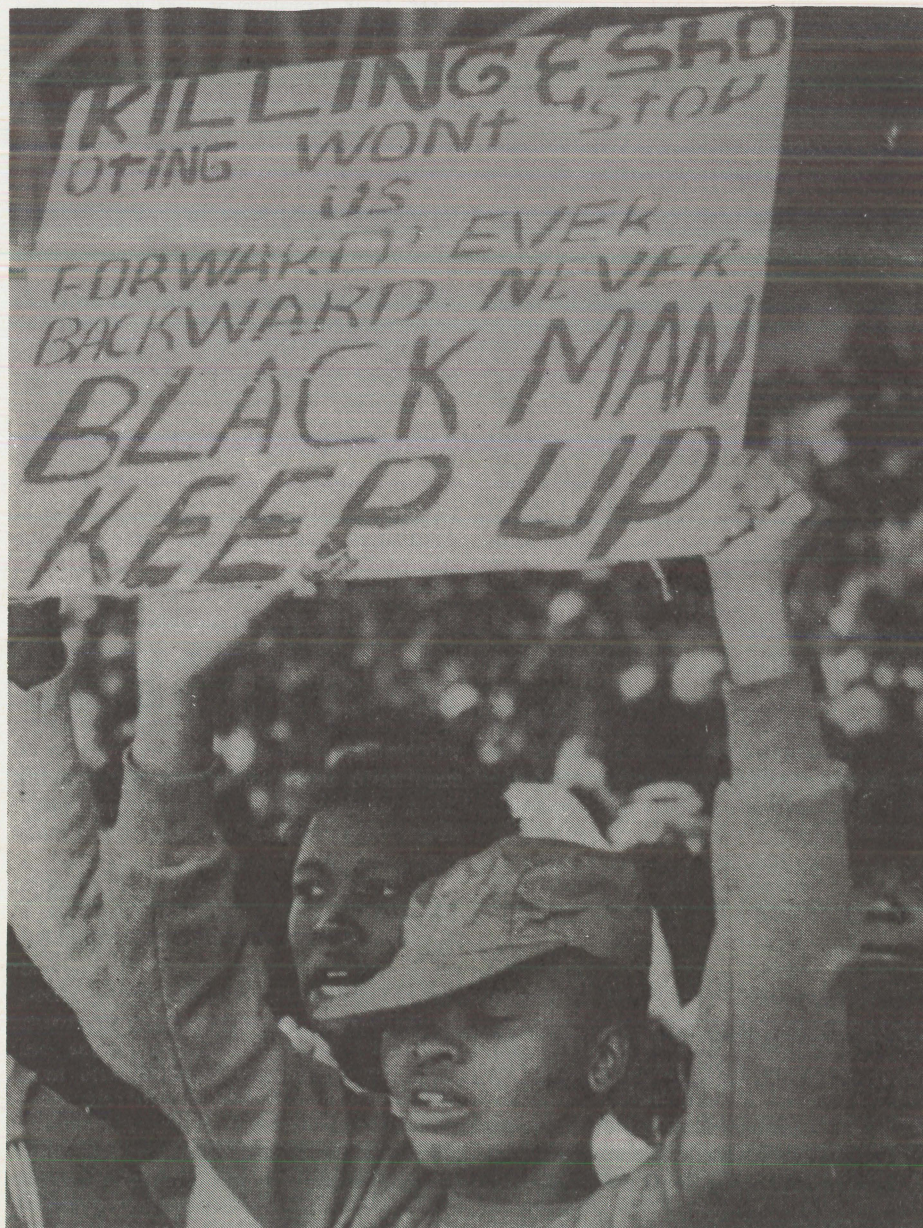
— Tu as fait référence tout à l'heure aux problèmes concernant les rapports entre d'une part le syndicat — organisation d'une seule classe — et d'autre part les autres organisations affiliées à l'UDF qui sont des organisations multiclassistes. Peux-tu développer davantage sur ce point ?

— (...) Nous aurons dans nos rangs des membres qui ont des positions politiques militantes, et nous aurons dans nos rangs des membres avec des positions politiques assez conservatrices. Nous aurons aussi dans nos rangs beaucoup de membres qui ont très peu de positions politiques, des personnes qui ont rejoint l'organisation uniquement pour combattre leurs patrons. Malgré un peu de tension par ci et par là, ces divers points de vue peuvent tous être représentés dans une organisation, parce qu'ils sont tous portés par des travailleurs.

Dans une certaine mesure on peut dire la même chose de toute autre organisation de masse. C'est vrai pour les organisations étudiantes quand elles sont de masse, c'est vrai pour les organisations de femmes quand elles sont de masse, c'est même vrai pour une organisation communautaire (organisation structurée sur la base de la communauté d'habitation, ndlr.). Il est concevable qu'une femme adhère à une organisation de femmes pour lutter sur des questions de femmes. Une telle organisation devrait être capable de contenir en son sein, elle aussi, une diversité de positions politiques générales.

Mais il y a deux différences essentielles. La première est qu'une organisation étudiante ou une organisation communautaire, et des organisations de femmes, même si ce n'est pas toujours de façon correcte, tendent à identifier l'Etat comme étant la source de leur oppression. Cela veut dire que ces organisations sont inévitablement plus clairement définies politiquement et que leur recrutement a davantage une base politique. Elles n'ont pas de patrons qui interviennent dans la lutte de la même manière que pour les ouvriers du syndicat. La seconde différence est que c'est un fait qu'en Afrique du Sud, la plupart des organisations progressistes non syndi-

« Les balles ne nous arrêteront pas. Toujours en avant, jamais en arrière. Debout les Noirs ! » (DR)



cales s'identifient très fortement avec une tendance politique ou une autre.

Cela pose bien entendu des problèmes particuliers dans la ville du Cap. Je ne sais pas si ces problèmes sont les mêmes partout ailleurs. Mais ici les organisations sont très clairement divisées en deux groupes. Il est possible qu'une affiliation puisse mettre en danger l'unité, si ce n'est pas directement de notre syndicat au Cap, en tous les cas celle d'autres syndicats au Cap. C'est une question d'autant plus sensible que nous avons défini comme une priorité la formation d'une fédération syndicale avec une encore plus grande diversité de points de vue qu'il n'y en a là-dedans. Tout comme nous ne voudrions pas faire quoi que ce soit qui mette en danger l'unité de tout le mouvement syndical.

Je suis conscient que cela nous expose à ce qui est devenue actuellement une accusation à la mode, à savoir d'être qualifiés d'économistes. Même si ce n'est pas toujours clair de la part de ceux qui nous accusent, je comprends cette accusation comme voulant dire que nous concentrons nos activités exclusivement sur les salaires et les conditions de travail, que nous ne nous occupons pas de lutte politique, que la seule base à notre unité est la lutte à l'usine. Prise comme telle, une unité qui contribuerait peu à la lutte démocratique nationale. A cela nous avons deux réponses : la première est qu'un syndicat porte inévitablement en son sein la tendance à l'économisme. Une organisation structurée au niveau de l'usine se fixe par définition certaines limites, et le GWU n'a jamais prétendu avoir mystiquement dépassé ces limites. La seconde réponse à la question est que l'accusation reflète une notion très étroite, formelle, de ce qu'est la politique, et c'est cela qui nous amène réellement au point concernant la question de la composition de classe du syndicat. (...)

Dire que les travailleurs constituent la majorité de n'importe quelle communauté noire en Afrique du Sud est à l'évidence vrai, mais cela ne veut pas dire que les travailleurs constituent la majorité de l'organisation communautaire, de la partie organisée de la communauté ou des membres organisés de la communauté. En fait, c'est regrettable mais néanmoins vrai, les organisations communautaires sont relativement peu insérées parmi les salariés par exemple. Dans les rares cas où la majorité d'une organisation communautaire est composée de travailleurs, il est probable que ces travailleurs auront peu d'influence à la tête de l'organisation, dans les structures de décision de l'organisation.

— La participation des syndicats de la partie occidentale de la province du Cap au Comité d'action sur les lois de désordre (Disorderly Bills Action Committee, DBAC) l'année dernière, a semblé une expérience peu satisfaisante, non seulement pour les syndicats, mais pour les autres organisations participant au DBAC (1). Peu de résultat après de lon-



Manifestation du Syndicat de la métallurgie (MAWU). (DR)

gues séries de réunions. Dans quelle mesure pensez-vous que cela a découragé les travailleurs et les syndicats de la partie occidentale de la province du Cap de participer à l'UDF, qui est vu comme une sorte de DBAC en plus grand ?

— Dans la phase initiale de la formation de l'UDF, notre expérience dans le DBAC a sûrement influencé nos sentiments en ce qui concerne la participation à l'UDF. Les expériences sur le DBAC étaient uniformément négatives, en ce sens que nous nous sommes retrouvés au milieu d'incroyables querelles. Parfois il semblait y avoir des querelles liées à des luttes de pouvoir, à des questions de domination entre les deux fractions de l'organisation communautaire de la ville du Cap. Le résultat est que rien ne fut fait en ce qui concerne le projet de loi Koornhof. Je me rappelle une situation cocasse à une occasion — je n'étais pas

présent moi-même, mais nos représentants l'ont rapporté — où le DBAC s'est réuni, la même semaine où le projet de lois Koornhof fut retiré. Ils ont assisté à une réunion entière de trois ou quatre heures où pas une seule fois le projet de lois Koornhof ne fut mentionné. Le DBAC semblait avoir été mis sur pied dans un but tout à fait différent. Le but semblait être qu'un groupe domine l'autre dans la communauté. Cela a influencé notre participation à l'UDF au début, mais plus maintenant. Comme j'imagine que d'autres groupes qui ont été également déçus de leur expérience dans le DBAC l'ont fait, nous avons balayé le mauvais effet de cette expérience. ■

Propos recueillis par le *South African Labour Bulletin*, numéro 2 vol.9, Braamfontein, novembre 1983.

1. Le DBAC s'est formé avant l'UDF dans la région du Cap pour préparer les mobilisations contre la réforme constitutionnelle. Il regroupait toute une série de mouvements, d'associations et, y compris, des syndicats. Très rapidement d'importantes divergences internes apparurent sur le fonctionnement du comité, sur la représentativité de ses diverses composantes et sur la démarche à avoir vis-à-vis des projets de loi de modifications de la constitution (cf *Inprecor* numéro 163 du 19 décembre 1983). Finalement, il y eut une scission au sein du DBAC et l'une des parties s'engagea alors dans le lancement de l'UDF. Les autres composantes, dont certaines se retrouvent

maintenant dans le Forum national firent une critique très vive de cette attitude. Elles la jugèrent sectaire et justifiée par une ligne « opportuniste » envers la question du vote des Indiens et des Métis aux parlements prévus par les dispositions gouvernementales pour ces communautés ethniques. Il fut en effet question à cette époque de débats au sein du DBAC où des courants se seraient montrés hésitant pour appeler au boycott des consultations électorales séparées pour les Indiens et les Métis proposées par Pieter Botha. Les syndicats pour leur part, échaudés par cette première expérience y trouvèrent un argument supplémentaire pour ne pas intégrer l'UDF.

A Nairobi, les femmes débattent de leur libération

LES femmes ne devraient pas discuter de politique, mais uniquement des problèmes spécifiques des femmes » ! Tel était le slogan des déléguées américaines et de leurs alliées durant la préparation et au cours de la troisième et dernière conférence de l'ONU sur les femmes qui s'est tenue à Nairobi (Kenya) l'été dernier pour clôturer la Décennie de la Femme ouverte en 1975.

« Egalité, développement et paix », tels étaient les thèmes officiels de cette décennie — mais ce sont surtout les « problèmes de développement » qui suscitèrent l'enthousiasme aux Etats-Unis.

Ros YOUNG

Les participantes au Forum alternatif provenaient de mouvements de libération nationale telles que la SWAPO, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), le Congrès national africain (ANC), le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), des organisations d'Erythrée et de Timor oriental ; de groupes de femmes noires, de groupes de réfugiées et de femmes migrantes, d'organisations des peuples indigènes, d'agences pour l'aide et le développement, de mouvements pour la paix, de groupes de lesbiennes et d'organisations chrétiennes. Il s'agissait d'un forum d'échanges et de discussions, pour s'informer, apprendre et établir des contacts pour le travail futur. C'était tout sauf une conférence formelle, ce forum n'avait rien à voir avec celui de l'ONU ; il n'influença d'ailleurs en rien les documents finaux sur lesquels les délégués de l'ONU planchaient laborieusement. Mais des deux, c'était l'initiative la plus importante, car beaucoup des femmes présentes représentaient des organisations de masse : celles qui luttent véritablement pour leurs droits en tant que femmes, en tant que Noires, en tant que travailleuses et en tant qu'opprimées. Et cette rencontre avec des femmes en lutte permettait d'avoir une vision assez claire de ce qui se passe à l'échelle internationale.

LES MANOEUVRES POUR LIMITER LE DÉBAT

Des tentatives avaient été faites pour empêcher la tenue de ce forum, les Etats-Unis craignant à juste titre que cela ne devienne un tremplin pour une dénonciation de leur propre politique. Ces tentatives ayant échoué, tout fut mis en œuvre pour en saboter l'organisation, afin que seul un petit nombre de femmes parviennent à se sortir du labyrinthe que constituaient les formalités d'enregistrement et la collecte des fonds pour arriver au

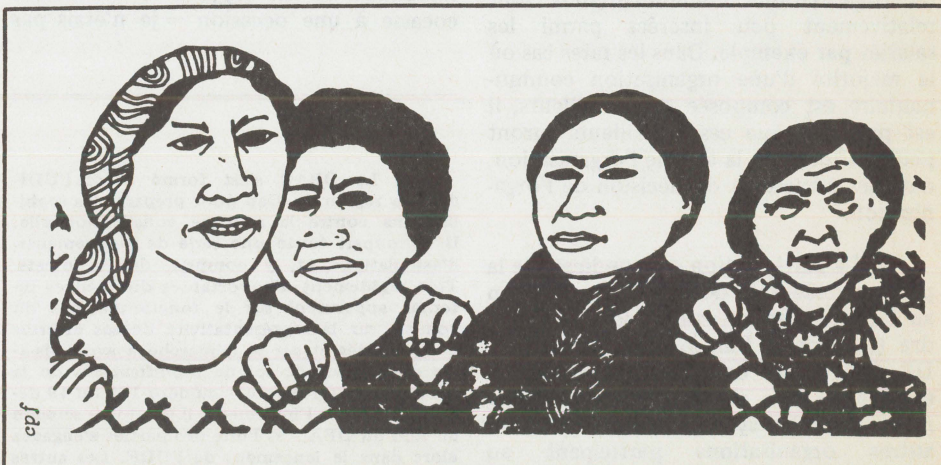
Alors que les représentants gouvernementaux (femmes et hommes) se réunissaient au prestigieux Centre de conférence Kenyatta pour tenter de parvenir à un accord sur le document final de la décennie intitulé : « *Stratégies d'avenir* », le Forum alternatif organisé à l'université de Nairobi s'avéra être un énorme rassemblement de 14 000 femmes (et quelques hommes) venant du monde entier. L'auteur de cet article faisait partie de la délégation de Londres de la campagne de solidarité avec les femmes de l'Organisation du peuple du Sud-ouest africain (SWAPO). ■

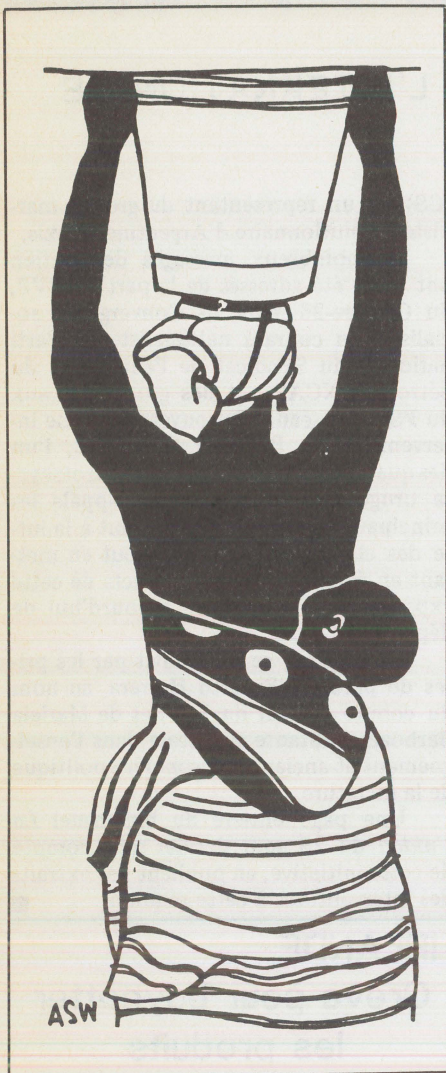
Kenya. Les Etats-Unis avaient ordonné au gouvernement kenyan de prendre prétexte des problèmes de logement pour limiter le plus possible le nombre de trouble-fête et d'exercer un strict contrôle par le biais des visas d'entrée. Les déléguées de la SWAPO eurent beaucoup de problèmes pour entrer dans le pays. D'autres femmes se virent interdire de quitter leur propre pays, telles les Palestiniennes des territoires sous occupation israélienne, à qui l'on refusa les permis de voyage nécessaires et qui se trouvent maintenant en résidence surveillée. En dépit de tout cela, les femmes s'arrangèrent pour se rendre au Kenya lorsqu'elles apprirent que les Etats-Unis tentaient de détourner le Forum. Le Conseil des femmes de la SWAPO, notamment, incita ses adhérentes à y participer lorsqu'on sut que les Etats-Unis prévoyaient d'y envoyer deux milles déléguées et participantes pour empêcher que certaines questions politiques importantes ne soient débattues, entre autres celle de la lutte pour l'indépendance de la Namibie.

Lors de la session d'ouverture, les organisatrices avouèrent qu'elles étaient impressionnées par l'ampleur de la parti-

cipation au Forum. Car, jusqu'à la date officielle de clôture des inscriptions, avril 1985, elles n'avaient reçu que deux mille demandes ! Mais des pratiques organisationnelles douteuses furent utilisées pour limiter certains débats, en particulier sur l'apartheid en Namibie et en Afrique du Sud, ainsi que sur le sionisme. Sur les quelques 1 000 commissions qui eurent lieu, il serait intéressant de savoir ce qui détermina les priorités dans la répartition du temps et de l'espace — de nombreux forums importants se retrouvant dans des petites salles.

La ligne de clivage du Forum portait indéniablement sur le fait de savoir si l'on considérait que les « problèmes de femmes » étaient distincts des luttes contre l'impérialisme, contre l'apartheid et le racisme, contre le colonialisme et le néo-colonialisme, c'est-à-dire distincts de la politique. Les femmes du Pacifique rappelèrent les années durant lesquelles les gouvernements occidentaux avaient imposé une guerre nucléaire à leurs peuples pour mettre au point les dernières bombes. Aujourd'hui, le peuple kanak est en lutte contre le colonialisme français pour son indépendance ; les peuples aborigènes d'Australie et de





qu'elles étaient les plus fortes. Dans beaucoup de commissions, on intima aux femmes de ne pas parler de politique, mais il fut impossible de les bâillonner. Une femme de la SWAPO raconta qu'on avait essayé de l'empêcher de parler de ses expériences dans les geôles sud-africaines dans une commission dirigée par les Américaines qui auraient préféré qu'on parle du travail social dans les prisons, plutôt que d'aborder la question de savoir pourquoi il existe des prisons et qui sont les emprisonnés — les Noirs, les ouvriers, les prisonniers politiques.

Au fur et à mesure de l'avancée du Forum, la question de la Palestine est venu au centre des débats. Pour tenter d'obtenir quelque crédibilité, les sionistes d'Israël, des Etats-Unis, d'Europe insistaient continuellement sur le fait que « le sionisme est le mouvement de libération nationale des Juifs » et que toute critique d'Israël à propos de la Palestine et de ses activités internationales contre-révolutionnaires était à mettre au compte de l'antisémitisme. Mais alors que certaines sionistes de gauche présentes au Forum acceptaient de dialoguer avec les Palestiniennes, les autres refusaient tout simplement de reconnaître l'existence même du peuple palestinien. Il apparaissait clairement que les termes du débat n'avaient pas bougé d'un pouce depuis le Forum de 1975, mais en revanche le soutien aux Palestiniens et aux Libanais s'est nettement renforcé depuis l'invasion israélienne de 1982.

UNE PRÉSENCE IMPORTANTE DES FORCES DE SÉCURITÉ

L'importance des forces de sécurité présentes fut un aspect du Forum. Des policiers en armes et en uniformes patrouillaient dans le campus et les dortoirs où logeaient les déléguées du Forum ; des contrôles de sécurité étaient effectués systématiquement à la porte de chaque hôtel, de chaque lieu de rencontre du Forum, la police rôdait autour de beaucoup de commissions. On relevait aussi la présence dans les commissions politiques de policiers en civil, immédiatement identifiable par le petit badge triangulaire qu'ils portaient sur leur costume. Ils bondissaient sur les femmes ayant pris la parole dans les débats concernant le thème de la paix pour leur demander par exemple : « *Comment vous appelez-vous ? Ce que vous avez dit était très intéressant, est-ce que vous l'avez mis par écrit ? D'où venez-vous ?* » La police politique indonésienne entra même dans la commission Papouasie-Nouvelle-Guinée pour photographier tout le monde. Un Iranien tenta de s'en prendre physiquement à une femme iranienne qui s'exprimait contre le

régime khomeiniste. Cela ne pouvait manquer de susciter l'inquiétude et, bien que cette pression policière n'ait pu empêcher les femmes de parler de leur propres luttes, beaucoup d'entre elles étaient réticentes à parler de ce qui se passait au Kenya même. Selon des sources bien informées, on apprit qu'il avait été ordonné aux étudiants assurant l'encadrement technique du Forum d'assister aux commissions, d'écouter les conversations, de prendre des notes et d'en rendre compte. L'ingérence du gouvernement kenyan dans le Forum était incroyable, depuis l'expulsion de leurs hôtels de participantes contraintes à laisser la place aux délégués officiels de l'ONU, jusqu'à la tentative de fermer la Tente de la Paix (parce que les femmes y discutaient de la lutte armée), en passant par la saisie de tous les films du festival du cinéma sous prétexte qu'ils devaient être soumis à la censure, ce qui ruina tout le programme prévu. Les autorités refusèrent également l'autorisation pour une marche allant du Forum à la conférence de l'ONU, chose peu surprenante vu que les manifestations sont en général interdites au Kenya.

La présence des forces de sécurité aura au moins ceci de bon que beaucoup de femmes comprirent que le Kenya n'était pas le pays démocratique qu'on souhaitait leur faire croire. Des bruits commencèrent à circuler sur ce qui se passait à l'extérieur du Forum. Les prostituées ainsi que les pauvres avaient été évacués par le bus de Nairobi afin de nettoyer la ville avant notre arrivée, de faire bonne impression et de montrer que l'argent investi par les Etats-Unis et les puissances occidentales en Afrique est bien utilisé. Mais cela n'a pas empêché que l'on nous parle de la pauvreté et de la faim dans les campagnes ; des conditions de travail dans les compagnies multinationales et des bidonvilles autour de Nairobi ; de la prison des femmes de Langata, réputée pour être pire que toutes les prisons des hommes ; de la stérilisation forcée des femmes dans les zones rurales et de l'usage largement répandu du depo-provera, contraceptif dont les effets nocifs pour la santé des femmes ont été soulignés par de nombreux médecins ; des meurtres de prostituées par les militaires de la base navale américaine de Mombassa. Durant les mois précédents, la répression politique s'en est très durement prise aux étudiants de l'université (17 morts et une centaine de blessés à la suite des assauts de la police en février). Il faut aussi souligner les arrestations répétées d'étudiants et l'emprisonnement de l'assistante Maina wa Kinyatti, et savoir que douze dirigeants détenus depuis la tentative de coup d'Etat de 1982 ont été pendus dans leur prison pendant le Forum. A l'évidence, la leçon essentielle qui ressort de Nairobi, c'est que notre lutte pour la libération des femmes ne peut être dissociée de la lutte des classes et de la lutte contre le racisme.

Ros YOUNG,
Londres,
10 septembre 1985.



Nouvelle-Zélande sont en lutte pour leur auto-détermination, pour des droits humains élémentaires et pour leur droit à la terre face à une exploitation éhontée. Les femmes indigènes du Nicaragua expliquèrent qu'elles soutenaient la révolution, mais que parce que leur peuple avait été marginalisé dans le processus révolutionnaire et que les sandinistes n'avaient pas reconnu leur oppression spécifique plus tôt, les Etats-Unis ont pu attirer de nombreux indigènes dans les forces contre-révolutionnaires. Pour sa part, la Junte guatémaltèque procède avec l'aide technique et les experts venus d'Israël à un véritable génocide des Indiens indigènes — lesquels représentent 80 % de la population — dans le but de les exproprier de leurs terres au profit des multinationales.

En outre, dans l'ensemble du Tiers-monde, les femmes sont confrontées à des attaques contre leur droit à disposer de leur corps. Sous prétexte de recherches médicales et de contrôle des populations, elles servent de cobayes pour des expériences à grande échelle concernant des médicaments, en particulier des contraceptifs, et elles sont massivement soumises à la stérilisation forcée. Le grand succès de ce Forum fut que, pour la première fois dans une rencontre internationale de femmes, les mouvements de libération, les femmes noires, les femmes du Tiers-monde en général, se trouvaient en majorité et

BOLIVIE

Halte à la répression
antisyndicale

Nous publions ci-après un appel contre la répression anti-ouvrière en Bolivie émanant du bureau du Secrétariat unifié (SU) de la IVème Internationale. Depuis que cet appel à la solidarité a été rédigé, la grève lancée par la Centrale ouvrière bolivienne (COB) se poursuit dans la région minière. La grève de la faim, à laquelle participent des milliers de personnes se poursuit aussi à ce jour. Pour sa part, le gouvernement de Paz Estenssoro a réaffirmé sa volonté d'imposer les mesures d'austérité adoptées fin août et accentué les dispositions répressives. Une épreuve de force majeure est donc engagée.

Nos camarades du Parti ouvrier révolutionnaire-unifié (POR-U), section bolivienne de la IVème Internationale, participent activement aussi bien aux grèves dans les usines et dans les mines qu'à la grève de la faim. Selon les dernières informations que nous avons reçues, sept camarades du POR-U ont été arrêtés. Parmi eux, il y avait le camarade Eulogio Sanchez, qui est membre de la direction de la COB et qui a été déporté avec les autres dirigeants de la centrale syndicale, et les camarades Jaime Zambrana et Freddy Antiberreros, dirigeants de la Centrale ouvrière départementale de la ville de Oruro, qui a depuis été libéré.

La solidarité internationale pour réclamer la libération de tous les dirigeants de la COB arrêtés ou déportés est une tâche urgente dans ce contexte d'affrontement décisif entre le régime et le mouvement ouvrier et populaire bolivien.

Le 29 août 1985, le gouvernement de Victor Paz Estenssoro, issu d'élections frauduleuses, a adopté une série de mesures visant à réduire durement le niveau de vie et les droits démocratiques des masses travailleuses. Alors que l'inflation a atteint le taux sans précédent au monde de 14 000 % par an, les salaires ont été bloqués pendant quatre mois, le prix du pétrole a été multiplié par dix, toutes les subventions aux produits alimentaires ont été supprimées, les cantines populaires vont être fermées, la monnaie nationale a été dévaluée de 95 %. En même temps, les travailleurs de la fonction publique sont menacés de licenciement en cas de grève et les syndicalistes qui organisent des grèves seront désormais emprisonnés pour six mois.

En passant des menaces aux actes le 19 septembre dernier, le gouvernement a fait arrêter toute la direction de la Centrale ouvrière bolivienne (COB), la déportant en exil intérieur dans la région du Pando où le dictateur Hugo Banzer avait organisé un camp de concentration. D'autres dirigeants, cadres et militants syndicaux ont été également frappés : des arrestations massives ont eu lieu et trois milles militants environ sont actuellement emprisonnés.

Malgré tout cela, la grève, proclamée par la COB contre les mesures du gouvernement, n'a pas cessé : quinze jours après son lancement, les mineurs et les ouvriers des usines n'avaient toujours pas repris leur travail. C'est pourquoi le gouvernement menace de prendre d'autres mesures : il veut briser par tous les moyens la résistance ouvrière.

Il est absolument nécessaire que la solidarité internationale s'exprime et s'organise. Toutes les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier doivent faire entendre leur protestation. En s'adressant à la Présidence de la république à La Paz, elles doivent notamment exiger la libération de tous les militants emprisonnés, le retour des dirigeants de la COB à leurs lieux de résidence, la levée de l'Etat de siège et le rétablissement intégral des droits démocratiques.

Bureau du Secrétariat unifié de la
IVème Internationale,
le 23 septembre 1985.

URUGUAY

Le PST rend hommage
à Trotsky

Le 21 août dernier, le Parti socialiste des travailleurs (PST), section uruguayenne de la IVe Internationale, a organisé dans les locaux du bimensuel *La Unidad* une réunion publique en hommage à Léon Trotsky, à l'occasion du 45e anniversaire de son assassinat. Deux cent cinquante personnes étaient présentes, parmi lesquelles Cristina Ibanez, représentante du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) en Uruguay, Nelson Lorenzo, député de la gauche démocratique indépendante - Front élargi (IDI-FA), Ruben Sassano, dirigeant syndical des travailleurs du port, Hugo Cores, secrétaire général du Parti pour la victoire du peuple (PVP), Pincus Anderson, directeur de l'hebdomadaire *Dignidad*, la camarade Olga Scarabino, une des fondatrices du trotskysme en Uruguay, Carlos Ceriotti, pour l'organisation Convergence socialiste

(CS), et un représentant du groupe marxiste-révolutionnaire d'Argentine, Praxis.

De nombreux messages de soutien ont aussi été adressés de la part du PVP, du Groupe-26 mars, de Convergence socialiste, du courant nationaliste du Parti national, du Syndicat de l'énergie et du pétrole (ANCAP), et des groupes locaux du PST. La séance fut ouverte par une intervention de Roberto Rodriguez, l'un des quatre fondateurs du courant trotskyste uruguayen en 1942, qui rappela les principaux apports de ce courant à la lutte des classes dans ce pays, tout en mettant en évidence certains aspects de cette expérience qu'il s'agissait aujourd'hui de dépasser.

Le meeting se poursuivit par les prises de parole d'Ernesto Herrera, au nom du comité central du PST, et de Mariela Barboza, militante syndicale dans l'enseignement et ancienne prisonnière politique de la dictature.

Une page entière du bimensuel *La Unidad* du 28 août dernier rend compte de cette initiative, en publiant des extraits des interventions à cette réunion.

IRLANDE

Grève pour boycotter
les produits
sud-africains

Le 13 septembre 1985, Ruari Quinn, ministre irlandais du Travail, annonça la conclusion d'un accord pour le retrait progressif des produits sud-africains des étagères des quatre principales chaînes de supermarchés du pays, tout en précisant que l'application de cette décision risquait d'être étalée dans le temps à cause des difficultés pour trouver des fournisseurs de rechange. Cet accord ne représente en aucune façon une initiative du gouvernement irlandais pour isoler le régime de l'apartheid. Au contraire, c'est la conséquence directe d'une lutte courageuse initiée et menée depuis maintenant 14 mois par un petit groupe de vendeurs dans un magasin de la chaîne de supermarchés Dunnes' Stores à Dublin.

Cette lutte a démarré le 19 juillet 1984, quand une jeune vendeuse, Mary Manning, fut licenciée pour avoir refusé de vendre des fruits sud-africains. Douze sur les dix-sept autres travailleurs à temps plein du magasin ont débrayé pour la soutenir et depuis ces travailleurs ont maintenu leur grève et mis un cordon de piquet de grève devant le magasin. Comme Dublin est une ville de forte tradition syndicale, beaucoup de travailleurs ont refusé de traverser ce cordon, surtout après que celle-ci ait été reconnue officiellement par la confédération syndicale du pays, le Congrès des syndicats irlandais (ICTU).

Cette grève, la première en soutien aux masses opprimées d'Afrique du Sud en dehors du continent africain, a permis de populariser la lutte contre l'apartheid, aidée bien sûr par la montée des luttes dans le pays même depuis un an, ainsi que par le fait que les Irlandais ont eux-mêmes une expérience considérable de la lutte contre l'impérialisme britannique et sont en butte au racisme anti-irlandais très répandu en Grande-Bretagne.

Malheureusement, le soutien de l'ICTU n'a pas dépassé le stade de déclarations de principes. Les tâches d'organisation de la solidarité avec la grève, de la collecte d'argent et du renforcement du piquet de grève ont été laissés aux militants et aux structures de base des syndicats. Le mouvement républicain Sinn Féin et les organisations d'extrême gauche, notamment People's Democracy, section irlandaise de la IVème Internationale, ont aussi apporté un soutien actif. Les grévistes ont d'ailleurs remporté une victoire de taille en obtenant le soutien des dockers de Dublin, qui ont refusé de traiter les importations en provenance de l'Afrique du Sud pour Dunnes' Stores, obligeant ainsi cette société à faire passer ces importations par le port de Belfast en Irlande du Nord.

La grève a montré aussi l'hypocrisie du gouvernement de Dublin sur la question de la collaboration avec le régime de Pretoria. Malgré des déclarations de soutien à l'initiative des grévistes de la part de membres des deux partis qui constituent la coalition au pouvoir à Dublin, le parti bourgeois Fine Gael et le Parti travailliste irlandais, aucune action n'a été prise au niveau gouvernemental. D'autres représentants de ces partis se sont dérobés en invoquant les effets nuisibles d'un boycott d'Afrique du Sud sur le niveau de vie des masses noires, prétendant ignorer le fait que la demande de boycotter le régime raciste vient précisément des organisations représentatives de ces masses.

En juillet 1985, les grévistes ont été invités par l'évêque Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, à visiter l'Afrique du Sud. Une délégation des grévistes et de leurs partisans a même pris l'avion pour se rendre à Johannesburg. En arrivant à l'aéroport, elle a été refoulée par les autorités sud-africaines qui avaient manifestement peur de la mauvaise publicité qui aurait résulté d'une telle visite.

Malgré l'accord annoncé le 13 septembre, la grève continue. Les grévistes ont formulé la revendication minimum que tout employé de la chaîne doit avoir le droit de refuser de traiter les produits sud-africains pour raison de conscience. Cette revendication n'a pas été acceptée par la direction, qui menace de ne pas réembaucher les grévistes. Ces derniers ont toujours besoin de la solidarité en Irlande et ailleurs, dans une bataille qui doit être celle de tous les opposants au système de l'apartheid. ■

ITALIE

Liberté pour les militants emprisonnés

Le 18 septembre dernier des agents de la police italienne ont arrêté Saverio Ferrari, membre du Secrétariat national de l'organisation Démocratie prolétarienne (Democrazia Proletaria). L'arrestation a eu lieu à Rome au local même de cette organisation. En même temps la police arrêtaient cinq autres personnes, parmi lesquelles une femme. Dans les jours suivants, d'autres arrestations furent opérées et c'est au total 13 personnes qui ont été incarcérées.

Ces personnes sont rendues responsables par les juges d'instruction de deux événements distincts, qui se sont respectivement déroulés en mars 1975 et en mars 1976. En mars 1975, un des respon-

sables de l'organisation fasciste Front de la jeunesse, Sergio Ramelli, était attaqué à Milan, alors qu'il rentrait chez lui, par un groupe de personnes qui n'ont jamais été identifiées. Durement frappé à coups de barre de fer, Ramelli était mort à l'hôpital deux mois plus tard. En mars 1976, toujours à Milan, un bar avait été attaqué et saccagé, trois personnes y avaient été gravement blessées.

D'après les juges d'instruction, la responsabilité de ces deux actions incomberait au service d'ordre de Avant-garde ouvrière (Avanguardia Operaia) une organisation d'extrême gauche qui a contribué par la suite à la formation de Démocratie prolétarienne. Trois des personnes actuellement incriminées militent effectivement dans cette organisation, alors que les autres ne sont plus actives politiquement.

Selon des informations de la presse italienne, pour leurs accusations les juges s'appuyeraient sur des déclarations qu'auraient faites récemment des « repentis » (anciens partisans de la lutte armée, ndlr.). Les mêmes sources ont indiqué également que certaines des personnes arrêtées auraient admis leur participation aux deux épisodes sus-mentionnés.

Démocratie prolétarienne a diffusé un communiqué de protestation et convoqué une conférence de presse pour dénoncer ces arrestations. Elle nie catégoriquement toute responsabilité de ses trois militants et elle exige leur libération immédiate. Saverio Ferrari a commencé une grève de la faim.

« L'enquête dans laquelle Saverio Ferrari a été impliqué — dit la note de Démocratie prolétarienne — concerne des événements lointains et en fait elle représente une tentative de réécrire, reconstruire et criminaliser l'histoire des luttes d'opposition des vingt dernières années. (...) La mobilisation antifasciste des années 1970 qui mobilisa des couches très larges de la population et fut l'une des conditions essentielles de la sauvegarde démocratique de notre pays, est un héritage trop important qui ne saurait être bouleversé par une enquête judiciaire. Démocratie prolétarienne qui est née en 1977-1978, et qui depuis sa naissance conduit des actions démocratiques et non-violentes, estime qu'il est important de défendre aujourd'hui le patrimoine politique de millions d'antifascistes de l'époque ».

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section italienne de la IVème Internationale, a exprimé immédiatement sa solidarité avec Démocratie prolétarienne et a diffusé un communiqué qui exige la libération de Saverio Ferrari et des autres personnes emprisonnées et explique, entre autres : « Ces arrestations représentent une tentative de traduire en justice l'expérience de la nouvelle gauche italienne des années 1970 pour frapper tous ceux qui s'engagent d'une façon conséquente aux côtés des travailleurs dans leurs luttes et intimider ces militants antifascistes qui ne sont pas prêts à subir passivement l'opération honteuse de revivification du fascisme et des fascistes ». ■

Quatrième
Internationale

PROLÉTAIRES DE
TOUS LES PAYS,
UNISSEZ-VOUS!



XII^e
CONGRES MONDIAL
de la
QUATRIEME
INTERNATIONALE

janvier 1985

Numéro spécial 17/18

septembre 1985

— SOMMAIRE —

Note introductive	p. 5
Thèses sur la situation internationale	p. 6
L'étape actuelle de la construction de l'Internationale	p. 27
Révolution politique et contre-révolution en Pologne	p. 50
Démocratie socialiste et dictature du prolétariat	p. 74
La révolution centro-américaine	p. 92

Ce numéro spécial de la revue *Quatrième Internationale* contient tous les textes adoptés par le 12ème congrès de la IVème Internationale en janvier 1985.

111 p., 55 francs port compris. Envoyez vos commandes à *Quatrième Internationale*, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France (chèques bancaires et postaux à l'ordre de PEC).

Face à la dette et à l'austérité

Journée continentale de protestation le 23 octobre

DU 15 au 18 juillet 1985 a eu lieu, à La Havane, la Conférence syndicale des travailleurs d'Amérique latine et de la Caraïbe sur la dette extérieure. Cette rencontre a rassemblé les représentants de 197 organisations syndicales de 29 pays d'Amérique latine et de la Caraïbe. Quatre-vingt orateurs se sont succédés à la tribune, à laquelle s'est aussi exprimé Fidel Castro.

Les délégués se sont engagés à lutter « pour l'annulation, le moratoire, la suspension immédiate des paiements ou l'ajournement indéfini de la dette extérieure, y compris les intérêts ; pour l'établissement du nouvel ordre économique international et pour l'unité latino-américaine et caraïbe ; pour l'intégration de l'Amérique latine et de la Caraïbe au service du développement et de l'indépendance de nos pays ». (Cf. *Granma*, résumé hebdomadaire en français, La Havane, 28 juillet 1985). Cette rencontre a aussi décidé l'organisation, le 23 octobre prochain, d'une journée d'action continentale contre la dette extérieure.

Nous publions ci-dessous la déclaration commune adoptée par les sections de la IVe Internationale d'Amérique latine et de la Caraïbe en rapport avec cette initiative. ■

DOCUMENT

Les représentants des organisations syndicales et populaires de nos pays se sont réunis à La Havane, au mois de juillet 1985, pour traiter en commun des problèmes extrêmement graves que le paiement de la dette extérieure pose à nos peuples. Cette conférence a décidé, entre autres choses, de faire du 23 octobre 1985 une journée continentale contre le paiement de la dette extérieure et contre la politique criminelle du Fonds monétaire international (FMI).

Devant ce fait très important, nous, organisations d'Amérique latine et de la Caraïbe qui agissons dans le cadre de la IVe Internationale, déclarons :

— L'offensive lancée par les banques et les gouvernements impérialistes contre nos peuples pour les obliger à payer la dette extérieure a eu pour conséquences le durcissement de la mise en pratique des plans d'austérité, l'augmentation des prix, les réductions budgétaires pour les services qui bénéficiaient au peuple, des licenciements massifs des travailleurs, le gel des salaires, des terres reprises aux paysans et l'inévitable politique de répression pour détruire toute protestation populaire et les organisations qui l'impulsent.

— Cette politique de l'impérialisme a été avalisée par les gouvernements de nos pays, lesquels, dans le meilleur des cas, n'ont fait que prendre de timides mesures qui sont loin de répondre aux besoins des peuples qu'ils disent représenter, qui se mettent ainsi de façon impudente et antinationale du côté de ceux qui, au prix de nos sacrifices, veulent remplir les coffres forts impérialistes. Et ce, non seulement pour leurs intérêts mesquins, mais aussi

pour harceler les peuples et déstabiliser les gouvernements qui, comme celui de notre nation-sœur, le Nicaragua, ont pris le chemin de la dignité et de la souveraineté, en mettant les richesses nationales entre les mains de ceux qui en ont besoin.

— Par son montant même, la dette est impayable. Parce qu'elle est un instrument d'exploitation, on ne doit pas la payer. Les classes dominantes autochtones, liées aux intérêts de l'impérialisme, sont incapables d'adopter une attitude ferme et indépendante face à ce dernier. A l'opposé de la voie servile que prennent les gouvernements et la bourgeoisie, les syndicalistes et les paysans latino-américains et caribéens ont décidé de prendre

Affiche de la rencontre de la Havane. (DR)



en main la lutte contre le paiement de la dette extérieure. Qui plus est, ils ont décidé de mener la lutte sans merci pour un nouvel ordre économique mondial qui en finisse avec l'exploitation par l'impérialisme des pays dépendants comme les nôtres, une lutte qui vise à satisfaire les besoins fondamentaux de tous les exploités et les opprimés. C'est une lutte pour un nouvel ordre économique qui s'oriente vers l'échange économique entre les pays dits du tiers-monde. C'est une lutte pour un nouvel ordre économique où les immenses ressources de l'Amérique latine et de la Caraïbe serviront à notre propre développement et non, comme jusqu'à maintenant, à l'enrichissement des impérialistes, qui financent leur développement économique avec des ressources qui proviennent des pays dépendants et exploités. Jamais ces richesses ne pourront être restituées à l'Amérique latine.

— Face à cette situation, nous lançons un fervent appel à tous les travailleurs, à tous les paysans, aux forces populaires, aux partis révolutionnaires, aux organisations démocratiques, pour qu'ils participent activement et de façon combative aux journées contre le paiement de la dette extérieure, le 23 octobre, en organisant des assemblées, des rassemblements, des défilés, des manifestations, des arrêts de travail, etc. En prenant l'exemple de la Conférence syndicale latino-américaine, nous lançons un appel aux centrales syndicales, afin de poursuivre ce type de réunion, pour créer ainsi de meilleures possibilités de déboucher sur des initiatives et des actions communes des travailleurs et des peuples d'Amérique latine et de la Caraïbe.

— Contre la faim et la misère, ne payons pas la dette. C'est la seule voie pour notre avenir et celui de nos enfants !

— Non au paiement de la dette extérieure !

— A bas la politique d'austérité !

— Pour la défense des droits démocratiques !

— Il faut que la journée continentale de protestation du 23 octobre soit un succès ! ■

— Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), Pérou

— Parti ouvrier révolutionnaire-unifié (POR-U), Bolivie

— Parti socialiste révolutionnaire (PSR), Chili

— Mouvement révolutionnaire des travailleurs (MRT), Equateur

— Parti socialiste des travailleurs (PST), Uruguay

— Organisation révolutionnaire marxiste-Démocratie socialiste (ORM-DS), Brésil

— Parti socialiste révolutionnaire (PSR), Colombie

— Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), Mexique

— Groupe révolution socialiste (GRS), Martinique-Guadeloupe